

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1612

[C — 2003/27271]

**13 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7 et 8;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 33.486/4 donné le 16 octobre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions communes

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par bassins de natation : bassins artificiels essentiellement conçus pour la pratique de la natation et de toute autre activité thérapeutique, récréative ou sportive.

Art. 2. Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités visées à la rubrique 92.61.01.02 : bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est supérieure à 100 m² et la profondeur supérieure à 40 centimètres.

Art. 3. Les bassins de natation visés par la présente législation sont de deux types :

1. type 1 : bassins de natation couverts en circuit fermé dont la surface est supérieure à 100 m² et dont la profondeur est supérieure à 40 cm;

2. type 2 : bassins de natation ouverts en circuit fermé dont la surface est supérieure à 100 m² et dont la profondeur est supérieure à 40 cm.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 4. § 1^{er}. Les locaux de l'établissement sont construits en matériaux durs et imputrescibles.

§ 2. La hauteur des locaux de l'établissement est supérieure à 2,5 mètres.

§ 3. Tous les sols des locaux de l'établissement ont une pente minimum de 1 à 2 %.

§ 4. Le sol, les plafonds et les parois des locaux de l'établissement sont pourvus d'un revêtement imperméable, résistant à la corrosion et facilement lavable.

§ 5. Tous les aménagements internes, tels les mains courantes, sont réalisés en matériaux imputrescibles, résistant à la corrosion et facilement lavables.

§ 6. Jusqu'à une hauteur de 2 mètres à partir du sol, les angles vifs et éléments saillants sont munis d'une protection amortissante.

§ 7. Les parois et le fond du bassin de natation et les cabines sont réalisés en matériaux durs et sont munis d'un revêtement imperméable, imputrescible, facilement lavable et ne présentant pas de risque de blessure.

Le fond du bassin de natation est en outre muni d'un revêtement antidérapant jusqu'à une profondeur minimale de 1,35 mètre.

§ 8. Les parois du bassin de natation dont la profondeur excède 1 mètre sont pourvues d'un appui pour les mains ou d'un appui pour les pieds.

§ 9. L'arrivée et l'évacuation de l'eau dans le bassin de natation sont réalisées de manière à en limiter la stagnation.

§ 10. Le point le plus profond du bassin de natation comporte un dispositif d'évacuation de l'eau pour vidanger le bassin.

Une pente d'au moins 1 % dirige les eaux à évacuer vers ce dispositif.

§ 11. Les bouches d'arrivée et d'évacuation notamment d'eau, d'air ou autres dans le bassin de natation sont conçues de façon à ne présenter aucun danger, notamment de coupure ou d'aspiration pour les baigneurs.

Art. 5. L'établissement est raccordé à un réseau de distribution d'eau potable.

Lorsque l'eau utilisée pour les douches et les lavabos n'est pas de l'eau de distribution, elle répond aux normes fixées pour l'eau de distribution.

Art. 6. § 1^{er}. Le nombre d'installations sanitaires est adapté à la capacité d'accueil de l'établissement.

§ 2. Pour les cabinets d'aisance, il y a au moins un lavabo.

§ 3. Des installations sanitaires distinctes sont réservées aux baigneurs et aux visiteurs chaussés.

§ 4. Les canalisations des douches situées à portée de main sont protégées.

Art. 7. § 1^{er}. Tous les accès menant aux quais du bassin de natation et provenant des cabines, toilettes ou autres zones à risque de contamination tels les sanitaires, vestiaires, solarium ou sauna, comportent au moins un pédiluve ou une douche pour pieds.

Les pédiluves et les douches pour pieds sont installées de façon à ce que les baigneurs les traversent obligatoirement pour rejoindre le hall de natation.

§ 2. Les pédiluves et les douches pour pieds sont alimentés avec de l'eau désinfectante.

§ 3. Les couloirs, les portes et les cages d'escaliers des voies d'accès et de sortie sont conçus de façon à permettre une circulation aisée.

§ 4. Les quais du bassin de natation sont disposés de telle sorte qu'ils permettent une évacuation rapide et facile de tous les baigneurs.

§ 5. L'accès direct menant aux quais du bassin de natation et provenant des cabines ou des zones récréatives se situe à l'endroit de la plus petite profondeur.

§ 6. Les quais du bassin de natation sont construits de telle sorte que leurs eaux usées ne puissent pas s'écouler dans le bassin de natation ou dans les dispositifs de recyclage de l'eau du bassin.

§ 7. Les eaux usées sont dirigées vers les dispositifs d'évacuation d'eau reliés à l'égout. Ceux-ci sont munis d'une grille de filtration.

§ 8. Des prises d'eau sont prévues afin de permettre le nettoyage des quais du bassin de natation à la lance d'eau.

§ 9. Tous les sols du bassin de natation, en ce compris les carrelages et les joints sur lesquels on se déplace à pieds nus, sont réalisés en matériaux durs, imperméables, imputrescibles, antidérapants, résistant aux produits chimiques utilisés, facilement lavables et ne présentant pas de risque de blessure.

Art. 8. Lorsque le traitement d'eau du bassin fait usage de pompes d'injection de désinfectant et de correcteur de pH, leur fonctionnement est directement et automatiquement interrompu par l'arrêt des pompes assurant la circulation de l'eau ou par une baisse de débit qui devient inférieur à 40 % de la valeur normale. Dans le cas où l'injection de désinfectant et celle du correcteur de pH s'effectuent dans la même conduite, les endroits de ces injections sont situés à plus de deux mètres de distance.

Art. 9. § 1^{er}. Tous les équipements sont réalisés en matériaux résistants, notamment à la corrosion. Leur surface est imputrescible, facilement lavable et ne présente pas de risque de blessure.

§ 2. La profondeur de l'eau du bassin de natation est adaptée à l'usage des plongeurs, toboggans nautiques et autres équipements récréatifs.

§ 3. L'échelle et la plate-forme d'accès des toboggans nautiques, des plongeurs et d'autres équipements sont munies de dispositifs de sécurité conçus de manière à éviter toute chute.

Leur revêtement est antidérapant et facilement lavable.

§ 4. Le revêtement interne des toboggans est lisse de façon continue pour une glissade naturelle. Aucun moyen chimique n'est utilisé pour favoriser celle-ci.

La zone de réception de descente d'un toboggan nautique de plus de 2 mètres de hauteur est dégagée dans un rayon d'au moins 2,5 mètres. Elle est balisée.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Mode de fonctionnement

Art. 10. § 1^{er}. Les locaux de l'établissement et aménagements ainsi que le matériel sont tenus dans un parfait état de propreté et de fonctionnement.

§ 2. L'établissement dispose d'un règlement d'ordre intérieur et de procédures écrites de fonctionnement normal et en cas d'urgence indiquant les mesures à prendre pour assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'exploitation.

Le règlement d'ordre intérieur et les procédures sont mis à jour au moins une fois par an. Chaque membre du personnel concerné en reçoit une copie avec accusé de réception.

Le règlement d'ordre intérieur est affiché en des endroits visibles et situés sur le parcours obligé des visiteurs.

Le règlement d'ordre intérieur indique au minimum que :

1° la direction de l'établissement interdit l'accès :

a) de l'établissement à toute personne qui présente un danger pour la santé, l'hygiène et la sécurité des usagers;

b) du bassin de natation à toute personne qui n'utilise pas les douches et les pédiluves ou les douches pour pieds;

2° durant les heures d'ouverture au public, les baigneurs portent un maillot de bain de type classique, spécifique et exclusivement réservé à cet effet, compatible avec l'hygiène;

3° les enfants de moins de 7 ans sont sous la surveillance d'un adulte;

4° les animaux ne sont pas admis dans l'établissement.

Art. 11. § 1^{er}. Les douches disposent soit d'eau tiède soit d'eau chaude et froide.

§ 2. Elles sont actionnées par un dispositif de bouton poussoir temporisé.

Art. 12. § 1^{er}. Le dispositif de recyclage d'eau reprend au moins 30 % d'eau en surface.

§ 2. Le fond du bassin de natation est nettoyé et aspiré au moins tous les deux jours avant l'ouverture du bassin.

Les parois du bassin de natation sont nettoyées au moins une fois par semaine, en dehors des heures d'ouverture.

§ 3. Le bassin de natation est vidangé au moins une fois tous les 2 ans.

§ 4. S'il existe, le bac tampon est nettoyé au moins une fois par an.

§ 5. S'il est de nature à entraver le fonctionnement correct de l'installation, le travail d'entretien ou de réparation du circuit de traitement de l'eau et de ses annexes n'est pas effectué pendant les heures d'ouverture du bassin de natation.

Art. 13. § 1^{er}. L'exploitant tient à jour un dossier de relevés où figurent les renseignements suivants :

- 1° les résultats des analyses journalières qu'il effectue tel que visé aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 31;
- 2° les résultats des analyses effectuées périodiquement par le laboratoire de contrôle tel que visé au § 3 de l'article 31;
- 3° les valeurs affichées de pH et, pour les bassins désinfectés au chlore, de chlore au moment du prélèvement d'échantillons par le laboratoire;
- 4° les dates de rinçage des filtres et du remplacement du matériel de filtration;
- 5° la fréquentation journalière du bassin de natation;
- 6° tout dysfonctionnement ou incident technique;
- 7° tout accident corporel du public obligatoirement consigné à l'aide du formulaire figurant en annexe 1^{re};
- 8° tout incident technique obligatoirement consigné à l'aide du formulaire figurant en annexe 2;
- 9° le relevé mensuel des compteurs d'eau;
- 10° les observations relatives aux vérifications techniques de l'installation.

§ 2. Le dossier de relevés visé au § 1^{er} est tenu à la disposition d'un agent chargé de la surveillance et conservé pendant 5 ans.

Art. 14. § 1^{er}. L'agent chargé de la surveillance est informé dans les 48 heures de tout accident corporel ayant entraîné un décès ou une hospitalisation et de tout incident technique ayant entraîné l'évacuation ou la fermeture de l'établissement.

§ 2. Chaque accident corporel significatif est consigné sur un formulaire dont un modèle figure en annexe 1^{re}.

§ 3. Chaque incident technique ayant entraîné l'évacuation ou la fermeture de la piscine est consigné sur un formulaire dont un modèle figure en annexe 2.

§ 4. Avant le premier avril de chaque année, l'exploitant envoie au fonctionnaire chargé de la surveillance un récapitulatif des accidents mentionnés à l'article 13, § 1^{er}, 7°, et survenus au cours de l'année précédente.

Le récapitulatif est rédigé conformément au formulaire figurant en annexe 3.

Art. 15. § 1^{er}. Lorsque l'eau de remplissage du bassin de natation et l'eau de supplément ne sont pas de l'eau de distribution, elles répondent aux normes fixées pour l'eau de distribution.

§ 2. Pour assurer la conformité de la qualité de l'eau exigée par les dispositions des articles 32, 56 et 69 une quantité suffisante d'eau fraîche est ajoutée journallement.

§ 3. L'eau du bassin ne contient aucun élément ou germe en présence telle qu'il y a un risque pour la santé des baigneurs.

§ 4. Le procédé de traitement de l'eau de bassin de natation comporte une pré-filtration, une filtration, une désinfection et un système d'apport d'eau fraîche.

Pour les bassins de natation désinfectés au chlore, le procédé comporte aussi une correction du pH.

§ 5. L'équipement affiche en continu les mesures automatiques et fiables de la teneur en désinfectant et du pH et pour les bassins de natation désinfectés au chlore, corrige automatiquement ces paramètres.

§ 6. L'injection de produits chimiques ne peut pas se faire directement dans le bassin de natation.

§ 7. Le débit est mesuré après la filtration et avant l'entrée dans chaque bassin de natation pour assurer le contrôle du temps de recyclage de l'eau.

Section 2. — Sécurité

Art. 16. Le bassin de natation est facilement accessible aux services de secours venant de l'extérieur et est conçu pour permettre l'évacuation aisée et rapide d'une personne sur une civière.

Art. 17. Un éclairage de secours est prévu dans les locaux accessibles au public, en ce compris les circuits d'évacuation, ainsi que dans les locaux techniques et leurs voies d'accès.

Art. 18. § 1^{er}. Les portes et parois transparentes sont visualisées et les dispositions sont prises pour éviter les blessures du public en cas de bris.

§ 2. Toutes les sorties, y compris les sorties de secours, sont accessibles aux personnes qui se trouvent dans les locaux de l'établissement.

§ 3. Toutes les sorties, y compris les sorties de secours sont indiquées par des pictogrammes réglementaires. Ces pictogrammes sont clairement visibles. Les pictogrammes sont éclairés par l'éclairage normal et par l'éclairage de secours.

Les portes s'ouvrent dans le sens de la sortie.

Art. 19. § 1^{er}. La surveillance est adaptée au type d'installation ainsi qu'au taux et au type de fréquentation de la piscine.

L'exploitant établit un programme de surveillance propre à son établissement. Ce programme est laissé à la disposition de l'agent chargé de la surveillance.

§ 2. Les baigneurs sont sous la surveillance directe et constante d'au moins une personne responsable de leur sécurité.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale supérieure à 1,4 mètre, les personnes responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet supérieur de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu du décret du 26 avril 1999 de la Communauté française organisant le sport en Communauté française ou en vertu de l'arrêté du 27 janvier 1993 du Gouvernement de la Communauté germanophone concernant la commission des sports et la définition de ses devoirs ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale inférieure ou égale à 1,4 mètre, les personnes responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet de base de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu du décret du 26 avril 1999 de la Communauté française organisant le sport en Communauté française ou en vertu de l'arrêté du 27 janvier 1993 du Gouvernement de la Communauté germanophone concernant la commission des sports et la définition de ses devoirs ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

§ 3. Le paragraphe 2 du présent article ne s'applique pas aux bassins de natation d'hébergement touristique tels que :

- les hôtels;
- les gîtes ruraux;
- les campings durant les périodes où l'accès est réservé aux seuls résidents de ceux-ci;
- les bassins thérapeutiques.

§ 4. Les sauveteurs responsables de la sécurité des baigneurs reçoivent au moins une fois par an un entraînement obligatoire aux méthodes de premiers soins, de réanimation et de sauvetage.

Les modalités de cet entraînement sont reconnues par l'autorité administrative compétente visée au § 2, alinéas 2 et 3.

Une copie du brevet ou du certificat est conservée sur le lieu d'exploitation, à la disposition de l'agent chargé de la surveillance.

Art. 20. Le nombre maximum de baigneurs admis dans les bassins de natation ne dépasse jamais un baigneur par deux mètres carrés de surface du plan d'eau.

Art. 21. La profondeur de l'eau et les endroits où il est interdit de plonger sont clairement indiqués pour les baigneurs à tous les endroits où la sécurité peut être mise en péril.

Tout changement brusque de profondeur est clairement signalé.

Art. 22. L'établissement est équipé d'au moins un poste téléphonique avec une ligne directe extérieure facilement accessible en tout temps.

Art. 23. L'établissement comporte un local ou une armoire de premiers soins équipé d'un matériel de soins et de réanimation maintenus en parfait état de fonctionnement directement et facilement accessible.

Le matériel de soins comprend au minimum le contenu réglementaire de la trousse de secours visé à l'article 178 du Règlement général pour la Protection du Travail.

A l'exception des bassins de natation de types 2 d'une hauteur d'eau maximale inférieure ou égale à 1,4 mètre et des bassins de natation d'hôtels ou de campings durant les périodes où l'accès est réservé aux seuls résidents de ceux-ci, le matériel de réanimation est composé d'un matériel d'oxygénothérapie comme suit :

- 1° un masque adulte;
- 2° un masque enfant;
- 3° un ballon compressible auto statique avec valve patient et valve d'admission;

4° une bonbonne d'oxygène médical munie d'un bloc mano-détendeur et d'un débitmètre, raccordée au ballon. La bouteille doit subir une pression d'épreuve réalisée par un service externe de contrôles techniques agréé par l'arrêté royal du 29 avril 1999 concernant l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail.

Art. 24. La ventilation des locaux de stockage des produits dangereux s'effectue uniquement vers l'extérieur et est éloignée des prises d'air extérieur du bassin de natation.

Art. 25. § 1^{er}. Les locaux techniques et de stockage sont facilement accessibles pour la livraison des produits sans l'être du public.

§ 2. Les récipients de produits chimiques, les locaux de stockage et les tuyauteries sont étiquetés ou identifiés.

§ 3. L'exploitant tient à jour un relevé comportant les renseignements suivants :

- 1° le nom, les quantités et les dates de livraison des produits chimiques utilisés dans l'établissement;
- 2° les incidents éventuels ainsi que tous les entretiens, vérifications, pannes, réparations ou accidents.

§ 4. Un membre du personnel de l'établissement désigné par l'exploitant effectue une vérification journalière de toute l'installation.

Un membre du personnel de l'établissement désigné par l'exploitant assiste à chaque livraison de produits dangereux.

§ 5. Des moyens de protection individuels comprennent notamment un appareil respiratoire, des lunettes et des gants. Un évier avec eau courante et une douche oculaire sont disposés à proximité immédiate des locaux techniques et de stockage.

Ces équipements sont accessibles et opérationnels à tout moment pour assurer la sécurité en cas de fuite ou d'incident.

Art. 26. § 1^{er}. Le stockage en vrac des produits dangereux s'effectue dans des locaux exclusivement réservés à cet usage.

§ 2. Les produits en vrac, susceptibles de réagir entre eux sont stockés dans des locaux distincts exclusivement réservés au stockage de ces produits.

§ 3. Un tuyau sans raccord intermédiaire est utilisé entre la cuve du camion de livraison de produits chimiques en vrac et l'entrée de l'installation de stockage de l'établissement. Des tuyaux spécifiques munis d'embouts incompatibles sont utilisés.

Par produit dangereux, un tuyau muni d'un embout spécifique au type de produit et incompatible avec l'embout d'autres produits, est utilisé.

§ 4. Les produits dangereux stockés en vrac, le sont en réservoirs d'au moins 1 500 litres, fermés, placés chacun dans un bac de rétention conçu pour cet usage et dont la capacité est d'au moins 110 % du réservoir qu'il contient. Ces réservoirs sont munis d'un indicateur de niveau clairement visible et d'un système de dégazage avec « événement laveur », pour empêcher les exhalations toxiques. Ces réservoirs ne peuvent être percés que dans leur partie supérieure.

Les réservoirs intermédiaires dits « bacs journaliers » à partir desquels les produits dangereux sont dosés ne peuvent contenir plus que la quantité nécessaire à deux jours d'exploitation.

Les réservoirs intermédiaires sont placés, chacun, dans un bac de rétention conçu pour cet usage et dont la capacité est d'au moins 110 % du réservoir qu'il contient.

Art. 27. § 1^{er}. Le stockage en bidons des produits dangereux s'effectue dans un emplacement réservé à cet usage.

S'il s'agit d'un local, il est ventilé uniquement à l'air libre et est éloigné des prises d'air extérieur de la piscine.

§ 2. Les bidons ne sont pas empilés et sont stockés en cuve de rétention d'une capacité de 50 % du volume total stocké ou en bacs de rétention individuels d'une capacité de 110 % du volume du bidon stocké.

Les produits susceptibles de réagir entre eux sont stockés dans des bacs de rétention distincts.

Art. 28. § 1^{er}. Le présent article est applicable dans le cas où du chlore liquéfié sous pression est utilisé pour la désinfection des eaux du bassin.

§ 2. Le chlore liquéfié est contenu dans des récipients éprouvés par un service externe de contrôles techniques agréé par l'arrêté royal du 29 avril 1999 concernant l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail et ne présentant pas de déféctuosité.

§ 3. Tous les récipients en service ou en réserve sont stockés à l'abri des rayonnements solaires et des agents atmosphériques, dans un emplacement clos, spécialement aménagé, réservé à cet effet et comportant une porte fermant à clé, n'ouvrant pas sur une zone accessible au public. L'inscription « dépôt de chlore » est apposée lisiblement sur la porte de l'emplacement.

Si l'emplacement de stockage est situé à l'air libre, une clôture située à un mètre de l'emplacement clos visé au § 6, alinéa 4, en empêche l'accès au public.

§ 4. Le stockage est installé au rez-de-chaussée le plus loin possible de la chaufferie.

Il est constitué de préférence par une niche ou un placard répondant aux prescriptions du § 5, ou à défaut par un local répondant aux prescriptions du § 6.

La température ambiante est maintenue inférieure à 50 °C.

§ 5. La niche ou le placard ouvre directement à l'air libre. Sa hauteur, sa profondeur et sa largeur sont telles que le personnel ne puisse y pénétrer.

La séparation entre la niche ou le placard et la piscine est étanche au gaz et possède une résistance au feu d'au moins une heure.

Des orifices placés en parties haute et basse assurent une ventilation permanente et directe à l'air libre.

§ 6. Tous les éléments du local de stockage (murs, cloisons, planchers, plafonds,...) séparant celui-ci de tout autre local sont étanches au gaz et possèdent une résistance au feu d'au moins une heure.

Toute porte donnant accès au local s'ouvre dans le sens de la sortie et possède une résistance au feu d'au moins une demi-heure. Elle se ferme automatiquement et n'est pourvue d'aucun dispositif permettant de la fixer en position ouverte. Il est interdit, en toute circonstance, de la maintenir ouverte.

Si elle ne donne pas directement à l'air libre, elle est étanche au gaz.

Elle ne donne accès à aucun local ou dégagement accessible au public.

Le local est équipé d'un système de ventilation forcée provoquant l'aspiration de l'air en partie basse au niveau du sol du local et son rejet en partie haute du local. Cette aspiration et ce rejet se font directement à l'air libre.

La commande de ce système de ventilation est située à l'extérieur du local.

§ 7. La ventilation de l'emplacement de stockage est conçue de façon qu'il n'en résulte aucune incommodité, ni pour le voisinage, ni pour le public. La position des prises d'air neuf et des évacuations d'air vicié de l'établissement est telle qu'en aucun cas elles ne puissent aspirer les gaz provenant de la ventilation de l'emplacement de stockage. L'implantation de cet emplacement est choisie en fonction des vents dominants.

§ 8. Les récipients sont fixés verticalement à une paroi par des colliers ou des chaînes d'ouverture facile.

Les chloromètres sont montés directement sur les bouteilles. Aucune canalisation ne transporte de chlore gazeux sous pression.

Le point d'injection du chlore gazeux dans la canalisation d'eau et le dispositif de réglage du débit de chlore gazeux sont situés en dehors de l'emplacement de stockage.

§ 9. Dans l'emplacement de stockage, les équipements, et en particulier l'installation et le matériel électrique, sont conçus et réalisés en tenant compte des risques de corrosion dus à la présence éventuelle de chlore dans l'atmosphère.

§ 10. Au moins un appareil respiratoire d'un modèle agréé, convenant à une utilisation en atmosphère contenant du chlore gazeux et isolant les orifices respiratoires et les yeux est placé dans une armoire située en lieu sûr et à proximité de l'emplacement de stockage :

1) dans le cas de stockage dans un local, cette armoire est placée à l'extérieur du local et à proximité de son entrée;

2) dans le cas du stockage en niche ou en placard, tel que défini au § 5, cette armoire est placée dans le plus proche des locaux suivants :

- a. local sauveteur;
- b. local infirmerie;
- c. local caisse.

L'appareil respiratoire est maintenu opérationnel en permanence et fait l'objet d'un programme écrit d'inspection et d'entretien périodique garantissant la réalisation de cet objectif et conforme aux recommandations du fabricant.

Des éléments de réserve prêts à l'usage comme par exemple des cartouches filtrantes ou des bouteilles d'air comprimé, selon le cas, sont maintenus disponibles en permanence.

Le personnel est formé à l'emploi de l'appareil respiratoire. Cette formation est répétée au moins une fois par an.

§ 11. A proximité de l'armoire est apposé un tableau de consignes établies et signées par l'exploitant et tenant compte, notamment, des recommandations des fournisseurs du matériel présent. Le tableau indique notamment :

1. le mode d'emploi de l'appareil respiratoire et son entretien;
2. les opérations à effectuer et les précautions à prendre pour l'exploitation courante;
3. les incidents possibles, les risques correspondants et les opérations à effectuer dans ces cas;
4. les mesures à prendre en cas d'incendie et le lieu d'évacuation des récipients de chlore.

§ 12. Il est interdit de déposer des matières combustibles dans l'emplacement de stockage ou à proximité de celui-ci.

§ 13. L'emplacement de stockage fait l'objet de la part de l'exploitant de vérifications journalières destinées notamment à s'assurer, au moyen d'un chiffon imbibé d'ammoniac, qu'il n'existe aucune fuite de chlore et que les récipients sont en parfait état.

Toute réparation sur les récipients est interdite dans l'établissement. Tout récipient défectueux est remis sans retard au fabricant.

§ 14. Lorsque le traitement de l'eau est interrompu pour une durée supérieure à quatre heures, l'exploitant ferme les récipients de chlore en service.

§ 15. La livraison de chlore ne se fait qu'en présence d'une personne désignée par l'exploitant et complètement informée des modalités de gestion du chlore gazeux, notamment des dangers du chlore et des mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident.

§ 16. Des procédures écrites, avec plans d'urgence interne, sont établies par l'exploitant en collaboration avec les services compétents.

Section 3. — Eaux de surface

Art. 29. § 1^{er}. La pente du sol de minimum 1 à 2 % des installations sanitaires dirige les eaux usées vers un dispositif d'évacuation relié à l'égout public.

§ 2. L'eau usée des pédiluves, des douches pour pieds et des douches corporelles est directement dirigée vers l'égout.

Section 4. — Contrôles

Art. 30. § 1^{er}. Les installations électriques à haute tension de l'établissement sont contrôlées annuellement par un organisme agréé pour le contrôle des installations électriques.

§ 2. Les installations électriques à basse tension de l'établissement sont contrôlées tous les 5 ans par un organisme agréé pour le contrôle des installations électriques.

§ 3. L'exploitant tient les rapports de contrôle à la disposition de l'agent chargé de la surveillance.

Art. 31. § 1^{er}. Le présent paragraphe ne s'applique qu'aux bassins de natation utilisant le chlore (Na O Cl ou Cl₂) comme procédé de désinfection de l'eau.

Le chlore libre disponible et le chlore combiné sont contrôlés au minimum quotidiennement par l'exploitant à partir d'un échantillon d'eau du bassin prélevé, toujours à la même place, en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

Les valeurs de chlore libre mesurées sont immédiatement comparées aux valeurs affichées en continu.

Les méthodes de contrôle utilisées sont soumises à l'avis du fonctionnaire technique.

§ 2. La transparence et la température de l'eau du bassin sont contrôlés au minimum quotidiennement par l'exploitant ainsi que le pH à partir d'un échantillon d'eau du bassin prélevé, toujours à la même place, en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

Les valeurs de pH mesurées sont immédiatement comparées aux valeurs affichées en continu.

Les méthodes de contrôle utilisées sont soumises à l'avis du fonctionnaire technique

§ 3. Tous les mois au moins, un laboratoire agréé par la Région wallonne pour l'analyse d'eau vérifie les paramètres chimiques, bactériologiques et physiques repris aux articles 32, 56 et 69.

§ 4. Un résultat bactériologique non conforme impose une nouvelle analyse immédiatement.

Si les résultats de celle-ci sont à nouveau non conformes, le bassin est fermé jusqu'à normalisation de la situation.

Un dépassement des valeurs maximales admissibles dans 10 % des échantillons analysés les 10 mois précédents est toléré.

§ 5. Les prélèvements d'eau pour analyse se font au moins deux heures après l'ouverture du bassin et toujours aux mêmes endroits, à savoir, à proximité du quai, dans les 30 centimètres à partir de la surface, et en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

La prise d'échantillon est effectuée par le laboratoire.

L'heure du prélèvement et le nombre de baigneurs sont signalés.

Le désinfectant est correctement neutralisé dans l'échantillon réservé à l'analyse micro biologique.

Le pH est mesuré par le laboratoire au moment du prélèvement.

Pour les bassins de natation utilisant le chlore comme moyen de désinfection, le chlore libre et le chlore total sont également mesurés par le laboratoire au moment du prélèvement.

§ 6. Le transport ainsi que la conservation des échantillons jusqu'à l'analyse s'effectuent à une température d'environ + 4 °C.

Les analyses sont effectuées dans les 24 heures du prélèvement et les résultats sont fournis à l'exploitant dans les 7 jours ouvrables suivant le prélèvement.

§ 7. Une copie des résultats d'analyse est tenue à la disposition de la clientèle et de l'agent chargé de la surveillance.

§ 8. L'affichage des bulletins d'analyse de l'eau est obligatoire dans un endroit de passage obligé pour les baigneurs dont notamment à côté de la caisse, à l'entrée des vestiaires.

§ 9. Le fonctionnaire chargé de la surveillance peut toujours exiger des analyses supplémentaires aux frais de l'exploitant.

§ 10. Avant la mise en exploitation du bassin, un test, tel un test colorimétrique, permet de mettre en évidence la circulation de l'eau dans le bassin.

Section 5. — Hygiène et qualité de l'eau

Art. 32. § 1^{er}. Les articles 32, 56 et 69 ne s'appliquent qu'aux bassins de natation utilisant le chlore (Na O Cl ou Cl₂) comme procédé de désinfection de l'eau.

§ 2. L'usage d'autres techniques de désinfection que le chlore ainsi que l'usage de tout produit chimique ou de tout traitement autre que celui mentionné dans cet article est soumis à l'approbation du fonctionnaire technique.

§ 3. L'eau de chaque bassin de natation est désinfectante à l'exception des bassins à usage individuel qui sont vidangés après chaque utilisation.

§ 4. Les seuls produits chimiques autorisés sont ceux mentionnés dans la réglementation relative à la qualité de l'eau distribuée par le réseau.

§ 5. L'eau du bassin de natation répond aux normes de qualité fixées par les tableaux A, B, et C, ci-après :

Tableau A : PARAMETRES CHIMIQUES				
Types	Méthodes	Unités	Valeurs	
			guides	limites
pH	Electrométrie	Sørensen		
Limite inférieure				7,0
Limite supérieure				7,6
Chlore libre mesuré : voir articles 57 et 70				
Chlore combiné : limite supérieure	Colorimétrie (DPD,...)	mg/l	0,3	0,8
Urée : limite supérieure	Berthelot ou diacétylmonoxime	mg/l	2,0	
Oxydabilité à chaud et en milieu acide (KmnO ₄) : limite supérieure (O ₂)	Titrimétrie au permanganate de potassium	mg/l	5	
Chlorure (à l'exception des bassins salés) : limite supérieure (C1)	Potentiométrie, titrimétrie ou chromatographie ionique	mg/l	800	

Tableau B : PARAMETRES BACTERIOLOGIQUES			
Types	Méthodes	Unités	valeurs maximales admissibles
Nombre total de colonies à 37 °C et après 48 h d'incubation	Dénombrement après incorporation en gélose	nbre/ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Dénombrement après filtration	nbre/100 ml	0
Staphylocoques à coagulase positive	Dénombrement après filtration	nbre/100 ml	0
Streptocoques fécaux	Dénombrement après filtration	nbre/100 ml	0

Tableau C : PARAMETRES PHYSIQUES		
Types	Valeurs	
	Guides	limites
Transparence		vision du fond (*)
Pollution visible	Absence	
Couleur	Aucune	

(*) Un repère visible est placé à la plus grande profondeur.

§ 6. Le dépassement des valeurs limites des tableaux A et C précités ainsi que des tableaux D, E, des articles 56 et 69 impose la fermeture du bassin, s'il ne peut y être remédié endéans la demi-heure.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et des incendies

Art. 33. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modifications des lieux et des circonstances, l'exploitant consulte, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et les explosions dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

TITRE II. — Dispositions applicables aux bassins de natation de type 1**CHAPITRE I^{er}. — Implantation et construction**

Art. 34. Les structures portantes de stabilité ou les matériaux d'aménagement ainsi que leurs pièces d'assemblage sont par nature ou par traitement non sujets à la corrosion et accessibles pour un examen visuel.

Art. 35. L'éclairage naturel et l'éclairage artificiel sont aménagés de telle manière que leurs reflets dans l'eau sont limités au maximum.

L'éclairage est réalisé de telle sorte que le fond du bassin de natation est visible sous n'importe quel angle.

Art. 36. Les cabines et les vestiaires collectifs sont disposés de telle sorte que les zones « pieds nus » et « pieds chaussés » sont nettement séparées.

Art. 37. Le local de premiers soins est facilement accessible aux services de secours venant de l'extérieur et est conçu pour permettre l'évacuation aisée et rapide d'une personne sur une civière.

Art. 38. Il y a au moins une cabine et un WC conçus pour les personnes à mobilité réduite.

Art. 39. Les quais ceinturant le bassin de natation ont une largeur minimale de 1,5 mètre.

Art. 40. Un interrupteur de type coup de poing permettant la coupure générale de la circulation d'eau est disposé à proximité immédiate des quais.

Art. 41. Des robinets de puisage d'accès facile sont installés à des fins de prélèvement :

1. avant la filtration et l'injection des réactifs;
2. après la filtration et avant toute autre installation;
3. après la filtration et l'injection des réactifs, le plus près possible de l'arrivée de l'eau dans chaque bassin.

Art. 42. Un compteur d'eau spécifique mesure l'apport en eau provenant du système de distribution d'eau pour chaque bassin.

Art. 43. Les toilettes pour les baigneurs « pieds nus » sont accrochées au mur et ne sont pas posées au sol.

CHAPITRE II. — Exploitation**Section 1^{re}. — Mode de fonctionnement**

Art. 44. A l'exception du remplissage du bassin de natation après sa vidange, le bassin est alimenté exclusivement par de l'eau provenant du système de traitement.

Art. 45. L'eau du bassin de natation est entièrement recyclée en un temps maximum de 4 heures.

Art. 46. L'eau chaude et tiède des douches provient d'une installation de chauffage de l'eau portant la température de celle-ci à au moins 65 °C. Le mélange éventuel avec l'eau froide s'effectue le plus près possible de la distribution d'eau des douches.

Deux fois par an, à 6 mois d'intervalle, la bactérie *Legionella pneumophila* sera recherchée dans l'eau sortant d'un pommeau de douche. Pour cette bactérie, la valeur limite maximale à respecter est de 1 000 colonies par litre.

Section 2. — Sécurité

Art. 47. L'établissement comporte un local de premiers soins équipé d'un matériel de soins et de réanimation.

Section 3. — Air

Art. 48. Les systèmes de circulation et d'évacuation d'air, de vapeurs et de fumées sont disposés de manière à ne pas incommoder le public et les voisins.

Art. 49. L'air frais destiné à la ventilation de l'établissement est capté à l'air libre à une distance suffisante des réservoirs de produits dangereux et de toute autre source de pollution telle que cheminées et parkings.

Art. 50. Le débit de l'air pulsé dans le hall des bassins et le renouvellement d'air -apport d'air frais- assurent une bonne qualité d'air.

Art. 51. Le taux d'humidité relative de l'air est maintenu en dessous de 65 %. Pour contrôler ce taux, l'exploitant dispose dans le hall de natation d'un hygromètre en bon état de fonctionnement, placé entre 1,5 et 2 mètres de hauteur du sol.

Art. 52. Le hall de natation comporte un thermomètre en bon état de fonctionnement.

Pendant les heures d'ouverture au public, la température de l'air du hall de natation dépasse de 2 °C au moins celle de l'eau du plus grand bassin.

Art. 53. Le taux maximal de chloramines dans l'air mesuré à 1,5 mètre du sol, est limité à 0,5 mg/m³. Sa mesure est réalisée une fois par an en hiver, à un moment représentatif de la fréquentation du bassin et aux frais de l'exploitant.

Section 4. — Contrôle

Art. 54. L'examen visuel des structures portantes de stabilité ou des matériaux d'aménagement ainsi que de leurs pièces d'assemblage a lieu pour la première fois moins de 10 ans après la mise en exploitation du bâtiment et ensuite au minimum tous les cinq ans.

Un bureau spécialisé en stabilité du bâtiment réalise cet examen et rédige un rapport qui est tenu à la disposition du fonctionnaire technique.

Art. 55. Les paramètres visés au § 1^{er} et au § 2 de l'article 31 sont contrôlés au minimum avant l'ouverture de l'établissement et deux fois pendant les heures d'ouverture.

Art. 56. En plus des normes de qualité de l'article 32, l'eau du bassin répond aux normes de qualité ci-après :

Types	Méthodes	Unités	Valeurs	
			guides	limites
Chlore libre mesuré	Colorimétrie (DPD,...)	mg/l		
Limite inférieure			0,5	0,5
Limite supérieure			1,0	1,5

Art. 57. Les caillebotis, paillasons ou autres objets similaires sont interdits dans le circuit utilisé par les personnes déchaussées.

TITRE III. — Dispositions applicables aux bassins de natation de type 2

CHAPITRE I^{er}. — Implantation et construction

Art. 58. Le local de premiers soins est facilement accessible aux services de secours venant de l'extérieur et est conçu pour permettre l'évacuation aisée et rapide d'une personne sur une civière.

Art. 59. Il y a au moins une cabine et un WC conçus pour les personnes à mobilité réduite.

Art. 60. Les quais ceinturant le bassin ont une largeur minimale de 1,5 mètre.

Art. 61. Un interrupteur de type coup de poing permettant la coupure générale de la circulation d'eau est disposé à proximité immédiate des quais.

Art. 62. Des robinets de puisage d'accès facile sont installés à des fins de prélèvement :

1. avant la filtration et l'injection des réactifs;
2. après la filtration et avant toute autre installation;
3. après la filtration et l'injection des réactifs, le plus près possible de l'arrivée de l'eau dans chaque bassin.

Art. 63. Un compteur d'eau spécifique mesure l'apport en eau provenant du système de distribution d'eau pour chaque bassin de natation.

CHAPITRE II. — Exploitation

Section 1^{re}. — Mode de fonctionnement

Art. 64. A l'exception du remplissage du bassin de natation après sa vidange, le bassin est alimenté exclusivement par de l'eau provenant du système de traitement.

Avant l'ouverture de la saison, le bassin de natation est vidangé et nettoyé.

Art. 65. L'eau du bassin de natation est entièrement recyclée en un temps maximum de 4 heures.

Section 2. — Sécurité

Art. 66. L'établissement comporte un local de premiers soins équipé d'un matériel de soins et de réanimation.

Section 3. — Contrôle

Art. 67. Les paramètres visés au § 1^{er} et au § 2 de l'article 31 sont contrôlés au minimum avant l'ouverture de l'établissement et deux fois pendant les heures d'ouverture.

Art. 68. Deux fois par mois au moins, un laboratoire agréé par la Région wallonne pour l'analyse d'eau vérifie les paramètres chimiques, bactériologiques et physiques repris aux articles 32 et 69.

Art. 69. En plus des normes de qualité de l'article 32, l'eau du bassin de natation répond aux normes de qualité ci-après :

Types	Méthodes	Unités	Valeurs	
			guides	limites
Chlore libre mesuré	Colorimétrie (DPD,...)	mg/l		
Limite inférieure			1,0	0,8
Limite supérieure			2,0	3,0

Avant l'ouverture de la saison, l'exploitant fait effectuer une analyse complète de l'eau du bassin de natation selon les modalités prévues aux précédents paragraphes et à l'article 32.

L'exploitant informe par écrit le fonctionnaire chargé de la surveillance de la date d'ouverture de la saison. Il joint à son envoi une copie des résultats d'analyse d'eau.

Le bassin n'est ouvert que si les résultats sont conformes.

TITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 70. § 1^{er}. Pour les bassins de natation existants à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté:

1° les articles 4, §§ 5 et 6, 7, §§ 1^{er} et 8, 8, 9, 11, § 1^{er}, 15, § 5 à 7, 19, § 2, alinéa 3 (en attente de l'existence du brevet de base, les sauveteurs sont en possession du brevet supérieur de sauvetage aquatique), 24, 25, § 5, 26, §§ 1, 2, 3, 4, alinéas 2, et 3, 27, 28, §§ 3 à 9, 38, 41, 47, 50, 59, 62 et 66 ne s'appliquent pas avant le 1^{er} janvier 2005.

2° les articles 4, §§ 1^{er} à 4, § 7 à 10, 5, alinéa 1^{er}, 6, § 3, 7, §§ 3 à 7 et § 9, 11, § 2, 12, § 1^{er}, 25, § 1^{er}, 26, § 4 alinéa 1^{er}, 29, 34, 35, 36, 39, 42, 43, 46 alinéa 1, et 63 ne s'appliquent pas.

Art. 71. Le présent arrêté entre en vigueur lors de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 72. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement
M. FORET

ANNEXE 1

FICHE D'ACCIDENT EN PISCINE

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine Autre :

-Accident corporel -

À remplir par le responsable de la surveillance et par le Directeur de l'établissement

Date :/...../.....	Heure :	Lieu :
<u>Personne accidentée</u>		
Nom :	Prénom :	Tél. :/.....
Adresse :	Sexe : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	
Age :	Groupe :	
Individuel :		
Responsable de l'encadrement :	Nom :	Prénom :
Forme d'accident	Type d'infrastructure impliquée	
<input type="checkbox"/> <u>Dans l'eau</u> <input type="checkbox"/> Noyade (issue favorable ou non) <input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure	<input type="checkbox"/> Escalier sous eau <input type="checkbox"/> Carrelage	
<input type="checkbox"/> Contact avec autre usager <input type="checkbox"/> Malaise <input type="checkbox"/> Hydrocution <input type="checkbox"/> Autres :	<input type="checkbox"/> Echelle/main courante <input type="checkbox"/> Ligne de nage ou corde <input type="checkbox"/> Grille <input type="checkbox"/> Structure flottante <input type="checkbox"/> Toboggan <input type="checkbox"/> Plongeoir <input type="checkbox"/> Plot de départ / bord <input type="checkbox"/> Autres :	

<input type="checkbox"/> <i>Hors de l'eau</i> (mais dans le hall du bassin)	
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol sec	<input type="checkbox"/> Structure sous toboggan
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol mouillé	<input type="checkbox"/> Escalier
<input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure	<input type="checkbox"/> Carrelage/maçonnerie
<input type="checkbox"/> Contact avec autre usager	<input type="checkbox"/> Colonne
<input type="checkbox"/> Malaise	<input type="checkbox"/> Banc
<input type="checkbox"/> Autres :	<input type="checkbox"/> Echelle/main courante
	<input type="checkbox"/> Portes
	<input type="checkbox"/> Toboggan
	<input type="checkbox"/> Plongeoir
	<input type="checkbox"/> Plot de départ / bord
	<input type="checkbox"/> Pédiluve
	<input type="checkbox"/> Autres :
<u>Autre endroit</u>	<input type="checkbox"/> Douche <input type="checkbox"/> Toilettes <input type="checkbox"/> Hall d'entrée <input type="checkbox"/> Cafétéria <input type="checkbox"/> Vestiaire <input type="checkbox"/> Tribune <input type="checkbox"/> Autres :
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol sec	<input type="checkbox"/> Escalier
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol mouillé	<input type="checkbox"/> Porte
<input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure	<input type="checkbox"/> Armoire
<input type="checkbox"/> Contact avec autre usager	<input type="checkbox"/> Cabine vestiaire
Malaise	<input type="checkbox"/> Carrelage/maçonnerie
<input type="checkbox"/> Appareil électrique	<input type="checkbox"/> Autres :

<u>Types de lésions</u>	<input type="checkbox"/> Décès par noyade	<input type="checkbox"/> Début de noyade	<input type="checkbox"/> Brûlure
	<input type="checkbox"/> Décès par autre cause	<input type="checkbox"/> Fracture	<input type="checkbox"/> Contusion
	<input type="checkbox"/> Lésion aux yeux	<input type="checkbox"/> Piqûre	<input type="checkbox"/> Autres :
	<input type="checkbox"/> Intoxication	<input type="checkbox"/> Lésions cutanées	

<u>Intervention</u>	❖ <i>Interne</i>	<input type="checkbox"/> Réanimation pulmonaire
		<input type="checkbox"/> Réanimation cardio-pulmonaire
	❖ <i>d'un service extérieur</i>	<input type="checkbox"/> 100
		<input type="checkbox"/> Médecin de garde
		<input type="checkbox"/> Autre service médical
	❖ <i>clôture</i>	<input type="checkbox"/> Départ victime par Service 100
		<input type="checkbox"/> Départ victime par propres moyens
		<input type="checkbox"/> Autre

Nom : **Fonction :** **Date**...../...../..... **Signature**

Partie à remplir par le Directeur**Mesures de prévention adoptées ou à adopter**

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Modification d'organisation du travail | <input type="checkbox"/> Renforcement surveillance |
| <input type="checkbox"/> Modification d'infrastructure | <input type="checkbox"/> Rappel des consignes |
| <input type="checkbox"/> Aucune | <input type="checkbox"/> Autres : |

Notes/remarques complémentaires (voir annexe) notamment relatives aux mesures prises ou à prendre en matière d'organisation, de prévention, ...**Nom :****Date :**/...../... **Signature :**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 2
INCIDENT TECHNIQUE AYANT ENTRAINE L'EVACUATION
OU LA FERMETURE DE LA PISCINE

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine Autre :

A remplir par le Directeur de l'établissement

FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT

Date et heure de l'incident :

Lieu exact :

Cause (voir détails proposés ci-après):

Date et signature du Directeur

Caractéristiques de la piscine

❖ <i>Grand bain</i>	dimension	volume	Autres bains :
❖ <i>Petit bain</i>			

❖ Désinfection de l'eau	<input type="radio"/> NaClO	<input type="radio"/> Cl ₂	<input type="radio"/> Ag / Cu	<input type="radio"/> Ozone
	<input type="radio"/> Autre à décrire :			
❖ Filtration	<input type="radio"/> Sable	<input type="radio"/> Diatomée	<input type="radio"/> Autre	
❖ Energie	<input type="radio"/> Gaz	<input type="radio"/> Fuel	<input type="radio"/> Autre	

Piscine construite en 19..... :

CAUSE(S) DE LA FERMETURE

A - L'EAU

Caractéristiques lors de la fermeture

= pH =
 = chlore libre =mg/l
 = chlore combiné =mg/l
 = température = °c

Sa qualité

- qualité physique : transparence odeur
- qualité chimique : chlore -----> libre pH
- > combiné urée
- qualité bactériologique : nombre total de germes chlorures
- streptocoque staphylocoque
- température : coupure d'alimentation pseudomonas
- autre :
- chauffage

O Circulation de l'eau

- bac tampon apport d'eau neuve pompage débit
- vidange goulottes autre :

Conséquences

- évacuation immédiate de la piscine
- fermeture -----> durée : heure(s) jour(s)
- y a-t-il eu des victimes ? OUI NON
 préciser éventuellement

- Moyens techniques mis en œuvre, pour régulariser la situation:
-
-

- Mesures de prévention adoptées ou à adopter
 - aucune
 - modification d'infrastructure
 - modification d'organisation du travail
 - nouvelles consignes
 - renforcement surveillance
 - formation du personnel

- Joindre, éventuellement, en annexe, une description détaillée de l'incident

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 3

RAPPORT ANNUEL ACCIDENTS CORPORELS EN PISCINE

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine Autre :

- Année civile : -

A remplir par le Directeur de l'établissement

Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée	
a) <i>Dans l'eau</i> 1) Noyade (issue favorable ou non) 2) Contact avec infrastructure 3) Contact avec autre usager 4) Malaise 5) Contact avec fond 6) Autres :	<u>Nbre</u>	10) Escalier sous eau 11) Carrelage 12) Echelle/main courante 13) Ligne de nage ou corde 14) Grille 15) Structure flottante 16) Toboggan 17) Plongeoir 18) Plot de départ / bord 19) Autres :	<u>Nbre</u>
		Total	
b) <i>Hors de l'eau (dans le hall du bassin)</i> 1) Glissade/chute sur sol sec 2) Glissade/chute sur sol mouillé 3) Contact avec infrastructure 4) Contact avec autre usager 5) Malaise 6) Autres :	<u>Nbre</u>	10) Structure sous toboggan 11) Escalier 12) Carrelage/maçonnerie 13) Colonne 14) Banc 15) Echelle/main courante 16) Portes 17) Toboggan 18) Plongeoir 19) Plot de départ / bord 20) Pédiluve 21) Autres :	<u>Nbre</u>
		Total	

<i>Autres endroits :</i>			
Douche			
Cafétéria			
Vestiaire			
Tribune			
Toilettes			
Hall d'entrée			
Autres :			
Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée (à compléter pour chaque endroit)	
	Nombre		Nombre
1) Glissade/chute sur sol sec 2) Glissade/chute sur sol mouillé 3) Contact avec infrastructure 4) Contact avec autre usager 5) Malaise 6) Autres :		10) Structure sous toboggan 11) Escalier 12) Carrelage/maçonnerie 13) Colonne 14) Banc 15) Echelle/main courante 16) Portes 17) Toboggan 18) Plongeoir 19) Plot de départ / bord 20) Pédiluve 21) Autres :	
		Total	

<i>Types de lésions</i>	
	Nombre
<input type="checkbox"/> Décès par noyade	
<input type="checkbox"/> Décès par autre cause	
<input type="checkbox"/> Lésion aux yeux	
<input type="checkbox"/> Intoxication	
<input type="checkbox"/> Début de noyade	
<input type="checkbox"/> Fracture	
<input type="checkbox"/> Piqûre	
<input type="checkbox"/> Lésions cutanées	
<input type="checkbox"/> Brûlure	
<input type="checkbox"/> Contusion	
<input type="checkbox"/> Autres :	

Mesures de prévention adoptées ou à adopter

- Modification d'organisation du travail
- Modification d'infrastructure
- Aucune
- Renforcement surveillance
- Rappel des consignes
- Autres :

Mesures adoptées**Mesures à adopter**

Notes/remarques complémentaires (voir annexe) notamment relatives aux mesures prises ou à prendre en matière d'organisation, de prévention, ...

Date :/...../.....**Signature du Directeur :**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1612

[C - 2003/27271]

**13. MÄRZ 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, §§ 2 und 3, 7 und 8;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 16. Oktober 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 33.486/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Gemeinsame Bedingungen

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter Schwimmbädern künstliche Schwimmbäder, die hauptsächlich zur Ausübung des Schwimmsports und jeglicher anderen Heil-, Freizeit- und Sporttätigkeit gedacht sind.

Art. 2 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in der Rubrik 92.61.01.02 erwähnten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar: Hallenschwimmbäder und Freibäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn die Fläche mehr als 100 m² und die Tiefe mehr als 40 cm betragen.

Art. 3 - Die von der vorliegenden Gesetzgebung betroffenen Schwimmbäder sind zweier Art:

1. Typ 1: Hallenschwimmbäder in geschlossenem Kreislauf, deren Fläche mehr als 100 m² und deren Tiefe mehr als 40 cm betragen;
2. Typ 2: Freibäder in geschlossenem Kreislauf, deren Fläche mehr als 100 m² und deren Tiefe mehr als 40 cm betragen.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 4 - § 1. Die Räume der Badeanstalt werden aus hartem und fäulnissicherem Material gebaut.

§ 2. Die Höhe der Räume der Badeanstalt beträgt mehr als 2,5 m.

§ 3. Die Bodenneigung aller Räume der Badeanstalt beträgt mindestens 1 bis 2%.

§ 4. Der Boden, die Decken und die Seitenwände der Räume der Badeanstalt sind aus einem undurchlässigen, korrosionsbeständigen und leicht abwaschbaren Material gebaut.

§ 5. Alle Inneneinrichtungen, wie z.B. die Handläufe, sind aus fäulnissicherem, korrosionsbeständigem und leicht abwaschbarem Material.

§ 6. Bis zu einer Höhe von 2 Metern ab dem Boden sind alle scharfen Kanten und vorspringenden Teile mit einer stoßdämpfenden Schutzvorrichtung versehen.

§ 7. Die Seitenwände und der Boden des Schwimmbeckens, sowie die Umkleiden sind aus hartem Material und mit einer undurchlässigen, fäulnissicheren, leicht abwaschbaren Verkleidung versehen, die keine Verletzungsgefahr darstellt.

Bis zu einer Tiefe von mindestens 1,35 Metern ist der Boden des Schwimmbeckens außerdem mit einer rutschfesten Verkleidung versehen.

§ 8. Die Seitenwände des Schwimmbeckens mit einer Tiefe von mehr als 1 Meter sind mit einer Stütze für die Hände oder für die Füße versehen.

§ 9. Die Wasserein- und Abführung im Schwimmbecken sind derart eingerichtet, dass die Stagnierung des Wassers eingeschränkt wird;

§ 10. An der tiefsten Stelle des Schwimmbeckens ist eine Vorrichtung zur Wasserabführung angebracht, um das Becken zu entleeren.

Eine Bodenneigung von mindestens 1% führt das abzuleitende Wasser zu dieser Vorrichtung.

§ 11. Die Ein- und Ausmündungen in dem Becken, insbesondere für Wasser und Luft, sind derart eingerichtet, dass sie keine Gefahr darstellen, insbesondere Schnittwunden- und Aufsauggefahr für die Badegäste.

Art. 5 - Die Badeanstalt ist an ein Trinkwasserverteilernetz angeschlossen.

Wenn das für die Duschen und Waschbecken benutzte Wasser kein Leitungswasser ist, muss es den für das Leitungswasser festgelegten Normen entsprechen.

Art. 6 - § 1. Die Anzahl der Sanitäreinrichtungen ist der Aufnahmekapazität der Badeanstalt angepasst.

§ 2. In den Toiletten befindet sich mindestens ein Waschbecken.

§ 3. Den Badegästen und besuchten Besuchern sind getrennte Sanitäreinrichtungen vorbehalten.

§ 4. Die in Reichweite gelegten Rohrleitungen der Duschen sind abgesichert.

Art. 7 - § 1. Alle Zugänge, die zu den Schwimmbeckenrändern führen und aus den Umkleiden, Toiletten oder anderen Zonen mit Ansteckungsgefahr, wie Sanitäreinrichtungen, Umkleideräume, Solarien oder Saunas kommen, enthalten mindestens ein Fußwaschbecken oder eine Fußdusche.

Die Fußwaschbecken und Fußduschen sind derart installiert, dass die Badegäste zwangsläufig durch diese gehen müssen, um zur Badehalle zu gelangen.

§ 2. Die Fußwaschbecken und Fußduschen sind mit desinfizierendem Wasser versorgt.

§ 3. Die Gänge, Türen und Treppenräume der Zugänge und Ausgänge sind derart geplant, dass man sich dort leicht fortbewegen kann.

§ 4. Die Schwimmbeckenränder sind derart angeordnet, dass die Badegäste schnell und leicht evakuiert werden können.

§ 5. Der direkte Zugang, der aus den Umkleiden oder den Vergnügungsbereichen zu den Schwimmbeckenrändern führt, befindet sich an der Stelle mit der geringsten Tiefe.

§ 6. Die Schwimmbeckenränder sind derart gebaut, dass deren Abwasser nicht in das Schwimmbecken oder in die Vorrichtungen zur Aufbereitung des Beckenwassers abfließen kann.

§ 7. Das Abwasser wird zu den an die Kanalisationen angeschlossenen Vorrichtungen zur Wasserableitung geleitet. Diese sind mit einem Filterrost versehen.

§ 8. Wasserentnahmestellen sind vorgesehen, damit die Schwimmbeckenränder mit einem Strahlrohr gereinigt werden können.

§ 9. Alle Böden des Schwimmbeckens, einschließlich der Fliesen und Fugen, auf denen barfuß gegangen wird, sind aus hartem, undurchlässigem, fäulnissicherem, rutschfestem, gegen die benutzten chemischen Mittel widerstandsfähigem, leicht abwaschbarem Material, das keine Verletzungsgefahr darstellt.

Art. 8 - Wenn für die Behandlung des Beckenwassers Pumpen zur Einspritzung eines Desinfektionsmittels und pH-Korrektors benutzt werden, wird deren Betrieb unmittelbar und automatisch durch das Aussetzen der Pumpen, die den Wasserumlauf gewährleisten, oder durch eine Verringerung des Durchflusses, der auf weniger als 40% des normalen Werts herabfällt, unterbrochen. Falls die Einspritzung des Desinfektionsmittels und des pH-Korrektors in dieselbe Leitung erfolgt, befinden sich diese Einspritzstellen mehr als zwei Meter entfernt.

Art. 9 - § 1. Alle Ausrüstungen sind aus widerstandsfähigem Material, insbesondere gegen Korrosion. Ihre Oberflächen sind fäulnissicher, leicht abwaschbar und stellen keine Verletzungsgefahr dar.

§ 2. Die Tiefe des Schwimmbeckenwassers ist der Verwendung der Sprungbretter, der Wasserrutschbahnen und anderen Vergnügungsausrüstungen angepasst.

§ 3. Die Leiter und Zugangsplattform der Wasserrutschbahnen, Sprungbretter und anderen Vergnügungsausrüstungen sind mit Sicherheitsvorrichtungen versehen, die derart konzipiert sind, dass jegliche Sturzgefahr vermieden wird. Sie sind mit einem rutschfesten Material überzogen und leicht abwaschbar.

§ 4. Der Innenbelag der Rutschbahn ist durchgehend glatt, damit ein natürlicher Rutschvorgang erfolgen kann. Es wird kein chemisches Mittel benutzt, um diesem nachzuhelfen.

Der Auslaufbereich einer mehr als 2 Meter hohen Wasserrutschbahn bleibt in einem Umkreis von mindestens 2,5 Metern frei. Er wird deutlich gekennzeichnet und abgegrenzt.

KAPITEL II — *Betrieb*

Abschnitt 1 — Betriebsweise

Art. 10 - § 1. Die Räume und Einrichtungen der Badeanstalt, sowie das Material werden in einem makellos sauberen und betriebsfähigen Zustand gehalten.

§ 2. Die Badeanstalt verfügt über eine Dienstordnung und über schriftliche Verfahren zum normalen Funktionieren, in denen im Notfall die zu treffenden Maßnahmen angegeben werden, damit unter jeglichen Umständen der reibungslose Betrieb gewährleistet ist.

Die Dienstordnung und die Verfahren werden mindestens einmal im Jahr aktualisiert. Jedes betroffene Personalmitglied erhält eine Abschrift gegen Empfangsbescheinigung davon.

Die Dienstordnung ist an sichtbaren Stellen und auf dem von den Badegästen zwangsläufig begangenen Weg ausgehängt.

In der Dienstordnung wird mindestens angegeben:

1° dass die Direktion der Badeanstalt den Zugang:

a. zu der Badeanstalt jeder Person verbietet, die eine Gefahr für die Gesundheit, Hygiene und Sicherheit der Badegäste darstellt;

b. zu dem Schwimmbecken jeder Person verbietet, die nicht die Duschen und die Fußwaschbecken oder Fußduschen benutzt;

2° dass während der Öffnungszeiten für den Publikumsverkehr die Badegäste einen Badeanzug klassischen, spezifischen und ausschließlich zu Badezwecken bestimmten Typs tragen müssen, der mit der Hygiene vereinbar ist;

3° dass Kinder unter 7 Jahren unter der Aufsicht eines Erwachsenen stehen;

4° dass Tiere nicht in der Badeanstalt zugelassen sind.

Art. 11 - § 1. Die Duschen verfügen über Warmwasser oder über Kalt- und Heißwasser.

§ 2. Sie werden durch eine Vorrichtung mit Zeitknopf betätigt.

Art. 12 - § 1. Die Vorrichtung zur Wasseraufbereitung nimmt mindestens 30% des Wassers an der Oberfläche zurück.

§ 2. Der Boden des Schwimmbeckens wird mindestens alle zwei Tage vor der Öffnung des Schwimmbads gereinigt und abgesaugt.

Die Seitenwände des Schwimmbeckens werden mindestens einmal in der Woche außerhalb der Öffnungszeiten gereinigt.

§ 3. Das Schwimmbecken wird mindestens einmal alle zwei Jahre entleert.

§ 4. Falls vorhanden, wird das Pufferbecken mindestens einmal im Jahr gereinigt.

§ 5. Wenn die Arbeiten für die Instandhaltung oder Reparatur des Wasseraufbereitungssystems und dessen Nebenanlagen ihrer Art wegen den einwandfreien Betrieb der Einrichtung behindern können, werden sie nicht während der Öffnungszeiten des Schwimmbads durchgeführt.

Art. 13 - § 1. Der Betreiber führt eine Aufzeichnungsakte, in der folgende Auskünfte eingetragen werden:

1° die Ergebnisse der Analysen, die er gemäß den §§ 1 und 2 des Artikels 31 täglich durchführt;

2° die Ergebnisse der Analysen, die regelmäßig von dem Kontrolllaboratorium gemäß § 3 des Artikels 31 durchgeführt werden;

3° die zum Zeitpunkt der Probenahmen durch das Laboratorium aufgezeichneten pH-Werte, und für die mit Chlor desinfizierten Schwimmbecken, die Chlorwerte;

4° die Daten der Filterspülungen und der Ersetzung des Filtermaterials;

5° die tägliche Besucherzahl des Schwimmbads;

6° jegliche technische Fehlerhaftigkeit oder Betriebsstörung;

7° jeglicher Unfall mit Verletzten unter den Besuchern, der zwangsweise mittels des in der Anlage 1 angegebenen Formulars schriftlich festgehalten wird;

8° jegliche technische Betriebsstörung, die zwangsweise mittels des in der Anlage 2 angegebenen Formulars schriftlich festgehalten wird;

9° die monatlichen Ablesungen des Wasserzählerstands;

10° die Beobachtungen bezüglich der technischen Überprüfungen der Anlage.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Aufzeichnungsakte wird dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zur Verfügung gestellt und während 5 Jahren aufbewahrt.

Art. 14 - § 1. Der mit der Überwachung beauftragte Bedienstete wird innerhalb von 48 Stunden von jeglichem Unfall mit Verletzten, der den Tod oder eine Krankenhausüberweisung zur Folge hatte, und von jeglicher Betriebsstörung, die zur Evakuierung oder Betriebsschließung geführt hat, in Kenntnis gesetzt.

§ 2. Jeder bedeutende Unfall mit Verletzten wird auf einem Formular, dessen Muster in der Anlage 1 angegeben wird, schriftlich festgehalten.

§ 3. Jede Betriebsstörung, die zur Evakuierung oder Schließung des Schwimmbads geführt hat, wird auf einem Formular, dessen Muster in der Anlage 2 angegeben wird, schriftlich festgehalten.

§ 4. Jedes Jahr vor dem ersten April übermittelt der Betreiber dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten eine zusammenfassende Übersicht der in Artikel 13, § 1, 7° erwähnten Unfälle, die sich im Laufe des Vorjahrs ereignet haben.

Die zusammenfassende Übersicht wird gemäß dem in der Anlage 3 angegebenen Formular verfasst.

Art. 15 - § 1. Wenn es sich bei dem Wasser zum Auffüllen des Schwimmbeckens und dem Ergänzungswasser nicht um Leitungswasser handelt, müssen diese den für die Wasserverteilung festgelegten Normen entsprechen.

§ 2. Um die von den Bestimmungen der Artikel 32, 56 und 69 erforderte Übereinstimmung der Qualität des Wassers zu gewährleisten, wird täglich eine ausreichende Menge frischen Wassers hinzugefügt.

§ 3. Das Schwimmbeckenwasser enthält keinerlei Bestandteile oder Keime, die in derartigen Mengen vorhanden sind, dass für die Gesundheit der Badegäste Gefahr besteht.

§ 4. Das Verfahren zur Aufbereitung des Schwimmbeckenwassers besteht aus einer Vorfiltration, Filtration, Desinfektion und einem System zur Frischwasserzugabe.

Für die mit Chlor desinfizierten Schwimmbecken besteht das Verfahren ebenfalls aus einer pH-Korrektur.

§ 5. Die Ausrüstung zeichnet durchgehend die automatischen und zuverlässigen Messungen des Desinfektionsmittelgehalts und des pH-Werts auf, und für die mit Chlor desinfizierten Schwimmbecken werden diese Parameter automatisch korrigiert.

§ 6. Chemische Mittel dürfen nicht unmittelbar in das Schwimmbecken eingespritzt werden.

§ 7. Die Ausströmungsmenge wird nach der Filtration und vor dem Einlass in jedes Schwimmbecken gemessen, um die Kontrolle der Aufbereitungszeit des Wassers zu gewährleisten.

Abschnitt 2 — Sicherheit

Art. 16 - Das Schwimmbecken ist für die auswärtigen Rettungsdienste leicht zugänglich und derart konzipiert, dass eine Person leicht und schnell auf einer Tragbahre abtransportiert werden kann.

Art. 17 - Eine Notbeleuchtung ist in den dem Publikumsverkehr zugänglichen Räumen, einschließlich der Evakuierungsbereiche, sowie in den technischen Räumen und deren Zugängen, vorgesehen.

Art. 18 - § 1. Die durchsichtigen Türen und Wände sind sichtbar gemacht und es sind Vorkehrungen getroffen, damit Verletzungen der Badegäste im Falle von Glasbruch verhindert werden.

§ 2. Alle Ausgänge, einschließlich der Notausgänge, sind durch ordnungsgemäße Bildzeichen angezeigt. Diese sind deutlich sichtbar. Die Bildzeichen sind normal beleuchtet und mit einer Notbeleuchtung versehen.

Die Türen lassen sich in Richtung des Ausgangs öffnen.

Art. 19 - § 1. Die Überwachung ist der Anlage, sowie der Besucherzahl und Bart des Schwimmbads angepasst.

Der Betreiber stellt eigens für seine Badeanstalt ein Überwachungsprogramm auf. Dieses Programm wird dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zur Verfügung gestellt.

§ 2. Die Badegäste stehen unter der unmittelbaren und ständigen Aufsicht von mindestens einer für deren Sicherheit verantwortlichen Person.

In einem Schwimmbecken mit einer maximalen Wasserhöhe von mehr als 1,4 Metern sind die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Personen im Besitz des von der zuständigen Verwaltungsbehörde gemäß dem Dekret vom 26. April 1999 zur Organisierung des Sports in der französischen Gemeinschaft oder gemäß dem Erlass der Exekutive der deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Januar 1993 zur Einsetzung einer Sportkommission und Festlegung ihrer Aufgaben ausgestellten oder beglaubigten höheren Rettungsschwimmerdiploms oder jeglicher sonstigen, von der Verwaltungsbehörde als gleichwertig anerkannten Qualifikation.

In einem Schwimmbecken mit einer maximalen Wasserhöhe von höchstens 1,4 Metern sind die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Personen im Besitz des von der zuständigen Verwaltungsbehörde gemäß dem Dekret vom 26. April 1999 zur Organisierung des Sports in der französischen Gemeinschaft oder gemäß dem Erlass der Exekutive der deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Januar 1993 zur Einsetzung einer Sportkommission und Festlegung ihrer Aufgaben ausgestellten oder beglaubigten Rettungsschwimmergrunddiploms oder jeglicher sonstigen, von der Verwaltungsbehörde als gleichwertig anerkannten Qualifikation.

§ 3. Der Paragraph 2 des vorliegenden Artikels ist nicht auf die Schwimmbecken der touristischen Unterbringungsbetriebe, wie:

- Hotels;
- Ferienwohnungen auf dem Land;
- Campings während der Perioden, in denen der Zugang allein den dort wohnhaften Personen vorbehalten ist;
- therapeutische Schwimmbäder anwendbar.

§ 4. Die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Rettungsschwimmer erhalten mindestens einmal im Jahr ein obligatorisches Training zum Erlernen der Erste-Hilfe-, Wiederbelebungs- und Rettungsmethoden.

Die Modalitäten dieses Trainings sind von der in § 2, Absätze 2 und 3 erwähnten zuständigen Verwaltungsbehörde anerkannt.

Eine Abschrift des Diploms oder des Zeugnisses wird am Betriebsort aufbewahrt und steht dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zur Verfügung.

Art. 20 - Die höchstzulässige Besucheranzahl der Schwimmbäder überschreitet niemals einen Badegast auf zwei Quadratmeter Wasserfläche.

Art. 21 - Die Wassertiefe und die Stellen mit Tauchverbot sind deutlich für die Badegäste an allen Stellen angezeigt, an denen die Sicherheit gefährdet sein kann.

Jede plötzliche Änderung der Wassertiefe ist deutlich angezeigt.

Art. 22 - Die Badeanstalt ist mindestens mit einem Telefonposten mit einer direkten, jederzeit leicht zugänglichen Auswärtsverbindung ausgerüstet.

Art. 23 - Die Badeanstalt enthält einen leicht zugänglichen Erste-Hilferaum oder Bschränk, der mit Pflege- und Wiederbelebungsmaterial ausgerüstet ist, das in einem perfekten, direkt einsatzfähigen Zustand gehalten wird.

Das Pflegematerial enthält mindestens den vorschriftsmäßigen Inhalt der in Artikel 178 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erwähnten Notfalltasche.

Mit Ausnahme der Schwimmbecken des Typs 2 mit einer maximalen Wasserhöhe von höchstens 1,4 Metern und der Schwimmbecken der Hotels oder Campings während der Perioden, in denen der Zugang allein den dort wohnhaften Personen vorbehalten ist, besteht -das Wiederbelebungsmaterial aus einem Sauerstoffbehandlungsmaterial wie folgt:

1° einer Atemmaske für Erwachsene;

2° einer Atemmaske für Kinder;

3° einem autostatischen kompressiblen Beatmungsbeutel mit Patientenventil und Einlassventil;

4° einer medizinischen Sauerstoffflasche, die mit einem Druckminderer und Durchflussmesser versehen und an den Beatmungsbeutel angeschlossen ist. Die Sauerstoffflasche muss einem von einem durch den Königlichen Erlass vom 29. April 1999 über die Zulassung von auswärtigen Diensten für die technischen Kontrollen am Arbeitsplatz zugelassenen auswärtigen Dienst durchgeführten Prüfdruck unterzogen werden.

Art. 24 - Die Belüftung der Räume zur Lagerung der gefährlichen Produkte erfolgt lediglich nach Außen und ist von den Außenlufteinlässen des Schwimmbeckens entfernt.

Art. 25 - § 1. Die technischen Räume und Lagerräume sind zur Lieferung der Produkte leicht zugänglich, ohne es für den Publikumsverkehr zu sein.

§ 2. Die Behälter der chemischen Mittel, die Lagerräume und Rohrleitungen sind gekennzeichnet oder identifiziert.

§ 3. Der Betreiber führt ein Verzeichnis mit folgenden Auskünften:

1° Bezeichnung, Eigenschaften und Lieferungsdaten der in der Badeanstalt benutzten chemischen Mittel;

2° die eventuellen Zwischenfälle, sowie alle Unterhaltungsarbeiten, Pannen, Reparaturen oder Unfälle.

§ 4. Ein von dem Betreiber bezeichnetes Personalmitglied führt täglich eine Überprüfung der gesamten Anlage durch.

Ein von dem Betreiber bezeichnetes Personalmitglied ist bei jeder Lieferung von gefährlichen Produkten anwesend.

§ 5. Individuelle Schutzmittel bestehen insbesondere aus einem Atmungsgerät, einer Brille und Handschuhen. Ein Spülbecken mit fließendem Wasser und Augenduschkystem sind unmittelbar in der Nähe der technischen Räume und Lagerräume eingerichtet.

Diese Ausrüstungen sind jederzeit zugänglich und funktionsfähig, um die Sicherheit im Falle von Undichtheiten oder Zwischenfällen zu gewährleisten.

Art. 26 - § 1. Die Lagerung in loser Schüttung der gefährlichen Produkte erfolgt in getrennten, ausschließlich zur Lagerung dieser Produkte vorbehaltenen Räumen.

§ 2. Die Produkte in loser Schüttung, die untereinander reagieren können, werden in getrennten, ausschließlich zur Lagerung dieser Produkte vorbehaltenen Räumen gelagert.

§ 3. Zwischen dem Tank des Lastwagens zur Lieferung von chemischen Mitteln in loser Schüttung und dem Eingang der Lagereinrichtung der Badeanstalt wird ein Rohr ohne Zwischenverbindungsstück benutzt. Es werden spezifische, mit inkompatiblen Ansatzstücken versehene Rohre benutzt.

Für jedes gefährliche Produkt wird ein mit einem für den Typ des Produktes spezifischen Ansatzstück versehenes und mit den Ansatzstücken anderer Produkte inkompatibles Rohr benutzt.

§ 4. Die in loser Schüttung gelagerten Produkte werden in geschlossenen Behältern von mindestens 1 500 Litern gelagert, die jeder in einem zu diesem Zweck konzipierten Retentionsbecken untergebracht sind, dessen Fassungsvermögen mindestens 110% des Behälters beträgt, den es aufnimmt. Diese Behälter sind mit einem deutlich sichtbaren Höhenstandsanzeiger und einem Entgasungssystem mit Gas-Luftwäscher versehen, um giftige Ausströmungen zu verhindern. Diese Behälter dürfen lediglich in ihrem oberen Teil Öffnungen haben.

Die Zwischenbehälter sind jeder in einem zu diesem Zweck konzipierten Retentionsbecken untergebracht sind, dessen Fassungsvermögen mindestens 110% des Behälters beträgt, den es aufnimmt.

Art. 27 - § 1. Die Lagerung der gefährlichen Produkte in Kanistern erfolgt an einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Platz.

Wenn es sich um einen Raum handelt, ist er lediglich durch Freiluft belüftet und von den Außenlufteinlässen des Schwimmbeckens entfernt.

§ 2. Die Kanister sind nicht aufgestapelt und sind in Retentionsbecken mit einem Fassungsvermögen von 50% des gesamten gelagerten Volumens oder in individuellen Retentionskästen mit einem Fassungsvermögen von 110% des gelagerten Volumens des Kanisters gelagert.

Die Produkte, die untereinander reagieren können, werden in getrennten Retentionskästen gelagert.

Art. 28 - § 1. Der vorliegende Artikel ist dann anwendbar, wenn zur Desinfektion des Schwimmbeckenwassers verflüssigtes Chlor unter Druck verwendet wird.

§ 2. Das verflüssigte Chlor unter Druck ist in Behältern aufbewahrt, die von einem durch den Königlichen Erlass vom 29. April 1999 über die Zulassung von auswärtigen Diensten für die technischen Kontrollen am Arbeitsplatz zugelassenen auswärtigen Dienst getestet werden und keine Mängel aufweisen.

§ 3. Alle Behälter in Betrieb oder auf Vorrat sind gegen Sonnenbestrahlung und Verwitterung geschützt und an einem eigens zu diesem Zweck bestimmten, eingerichteten und geschlossenen Platz mit absperbarer Tür gelagert, der sich nicht auf einen dem Publikumsverkehr zugänglichen Bereich öffnen lässt. Die Aufschrift "Lagerung von Chlor" wird leserlich auf der Tür des Lokals angebracht.

Wenn sich der Lagerplatz an der freien Luft befindet, wird dem Publikumsverkehr durch eine einen Meter von dem in § 6, Absatz 4 erwähnten geschlossenen Platz angebrachte Umzäunung der Zugang verwehrt.

§ 4. Das Lager befindet sich im Erdgeschoss möglichst weit von der Heizanlage entfernt.

Es besteht vorzugsweise aus einer den Vorschriften des § 5 entsprechenden Wandnische oder einem Wandschrank, oder mangels dessen aus einem den Vorschriften des § 6 entsprechenden Lokal.

Die Umgebungstemperatur wird unter 50 °C gehalten.

§ 5. Die Wandnische oder der Wandschrank lassen sich unmittelbar ins Freie öffnen. Sie sind so hoch, breit und tief, dass das Personal sie nicht betreten kann.

Die Abtrennung zwischen der Wandnische oder dem Wandschrank und dem Schwimmbad ist gasundurchlässig und mindestens während einer Stunde feuerfest.

Öffnungen am oberen und unteren Teil gewährleisten eine ständige und direkte Belüftung an freier Luft.

§ 6. Alle Bauteile des Lagerraums (Wände, Trennwände, Fußböden, Decken,...), die diesen von jedem anderen Raum trennen, sind gasundurchlässig und mindestens während einer Stunde feuerfest.

Jede zu dem Raum führende Tür lässt sich zum Ausgang hin öffnen und ist mindestens während einer halben Stunde feuerfest. Sie schließt sich automatisch und ist mit keinerlei Vorrichtung versehen, durch die die Tür in offener Stellung befestigt werden kann. Es ist unter jeglichen Umständen verboten, sie offen zu lassen.

Wenn sie nicht unmittelbar ins Freie führt, ist sie gasundurchlässig.

Sie führt zu keinem dem Publikumsverkehr zugänglichen Raum oder Korridor.

Der Raum ist mit einem Zwangsbelüftungssystem ausgestattet, durch das das Eindringen der Luft im unteren Teil und deren Ausstoß im oberen Teil erfolgt. Das Eindringen und der Ausstoß der Luft erfolgen unmittelbar an freier Luft.

Die Bedienung dieses Belüftungssystems befindet sich außerhalb des Raums.

§ 7. Die Belüftung des Lagerplatzes ist derart konzipiert, dass sie weder für die Nachbarschaft, noch für den Publikumsverkehr zu keinerlei Belästigung führt. Die Anordnung der Frischlufteinlässe und der Abluftauslässe der Badeanstalt sind derart beschaffen, dass sie in keinem Fall Gase aus der Belüftungseinrichtung des Lagerplatzes einziehen können. Die Standortwahl dieses Lagerplatzes erfolgt unter Berücksichtigung der Hauptwindrichtung.

§ 8. Die Behälter sind senkrecht durch einfach zu öffnende Halteringe oder Ketten an einer Wand befestigt.

Die Chlorometer sind unmittelbar an den Flaschen angebracht. Es wird kein Chlorgas unter Druck durch Leitungen geführt.

Der Einspritzungspunkt des Chlorgases in die Wasserleitung und die Vorrichtung zur Regelung der Chlorgasmenge befinden sich außerhalb des Lagerplatzes.

§ 9. Am Lagerplatz sind die Ausrüstungen, insbesondere die elektrische Anlage und das elektrische Material, unter Berücksichtigung der auf das eventuelle Vorhandensein von Chlor in der Luft zurückzuführenden Korrosionsrisiken konzipiert und eingerichtet.

§ 10. In einem Schrank, der an einer sicheren Stelle und in der Nähe des Lagerplatzes steht, wird mindestens ein Atemschutzgerät einer zugelassenen Bauart aufbewahrt, das für eine Verwendung in einer Chlorgas enthaltenden Atmosphäre angemessen ist und die Atmungsöffnungen und Augen absondert:

1) im Falle einer Lagerung in einem Raum wird dieser Schrank außerhalb des Raums und in der Nähe von dessen Eingang aufgestellt;

2) im Falle einer Lagerung in einer Wandnische oder in einem Wandschrank gemäß § 5 wird dieser Schrank in einem der folgenden Räume aufgestellt, der am nächsten ist:

- a. Rettungsraum;
- b. Sanitätsraum;
- c. Kassenraum.

Das Atemschutzgerät wird ständig funktionsfähig gehalten und ist Gegenstand eines schriftlichen Inspektions- und Periodewartungsprogramms, das die Durchführung dieses Ziels gewährleistet und den Empfehlungen des Herstellers entspricht.

Die verwendungsbereiten Reserveelemente, wie beispielsweise die Filtereinsätze oder Druckluftflaschen, werden je nach Fall ständig verfügbar gehalten.

Das Personal wird zur Benutzung des Atemschutzgeräts ausgebildet. Diese Ausbildung wird mindestens einmal im Jahr wiederholt.

§ 11. In der Nähe des Schrankes wird ein Schild mit Verhaltensanweisungen angebracht, die von dem Betreiber erstellt und unterzeichnet werden und die insbesondere die Empfehlungen der Hersteller des vorhandenen Materials berücksichtigen. Dieses Schild enthält mindestens folgende Auskünfte:

1. die Gebrauchsanweisung des Atemschutzgeräts und dessen Unterhalt;
2. die durchzuführenden Vorgänge und für den üblichen Betrieb zu treffenden Vorsichtsmaßnahmen;
3. die möglichen Zwischenfälle, die dementsprechenden Risiken und die in diesen Fällen durchzuführenden Vorgänge;
4. die zu treffenden Maßnahmen im Falle eines Brands und den Evakuierungsort der Chlorbehälter.

§ 12. Die Ablagerung von Brennstoffen am Lagerplatz oder in dessen Nähe ist verboten.

§ 13. Der Lagerplatz wird von dem Betreiber täglich überprüft, insbesondere um sich mittels eines mit Ammoniak durchtränkten Wischlappens zu vergewissern, dass keinerlei Chlor ausströmt und die Behälter sich in tadellosem Zustand befinden.

Jegliche Reparatur an den Behältern ist in der Badeanstalt verboten. Jeder defekte Behälter geht unverzüglich an den Hersteller zurück.

§ 14. Wenn die Wasserbehandlung für einen Zeitraum von mehr als vier Stunden unterbrochen wird, schließt der Betreiber die in Betrieb stehenden Chlorbehälter.

§ 15. Die Lieferung des Chlors erfolgt lediglich in Anwesenheit einer von dem Betreiber bezeichneten Person, die über die Modalitäten zur Behandlung des Chlorgases, insbesondere über die Gefahren des Chlors und die im Falle von Zwischenfällen und Unfällen zu treffenden Maßnahmen, vollständig informiert ist.

§ 16. Der Betreiber erstellt in Zusammenarbeit mit den zuständigen Dienststellen schriftliche Verfahren unter Befügung eines internen Notfallplans.

Abschnitt 3 — Oberflächenwasser

Art. 29 - § 1. Die Bodenneigung von mindestens 1 bis 2 % der Sanitäreinrichtungen führt das Abwasser zu einer Ableitungsvorrichtung, die an die öffentlichen Kanalisationen angeschlossen sind.

§ 2. Das Abwasser der Fußwaschbecken, Fußduschen und Körperduschen wird direkt zu den Kanalisationen geleitet.

Abschnitt 4 — Kontrollen

Art. 30 - § 1. Die Hochspannungsanlagen der Badeanstalt werden jährlich von einer für die Kontrolle der elektrischen Anlagen zugelassenen Einrichtung kontrolliert.

§ 2. Die Niederspannungsanlagen der Badeanstalt werden alle fünf Jahre von einer für die Kontrolle der elektrischen Anlagen zugelassenen Einrichtung kontrolliert.

§ 3. Der Betreiber stellt dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten die Kontrollberichte zur Verfügung.

Art. 31 - § 1. Der vorliegende Paragraph ist lediglich auf die Schwimmbecken anwendbar, für die als Verfahren zur Desinfektion des Wassers das Chlor (NaOCl oder Cl₂) benutzt wird.

Das freie wirksame Chlor und das gebundene Chlor werden vom Betreiber mindestens täglich und stets an der gleichen Stelle an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort mittels einer Probenahme des Beckenwassers kontrolliert.

Die gemessenen Werte des freien Chlors werden unverzüglich mit den durchgehend ausgehängten Werten verglichen.

Die verwendeten Kontrollmethoden werden dem technischen Beamten zur Begutachtung unterbreitet.

§ 2. Die Sichttiefe und die Temperatur des Wassers, sowie der pH-Wert werden vom Betreiber mindestens täglich und stets an der gleichen Stelle an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort mittels einer Probenahme des Beckenwassers kontrolliert.

Die gemessenen pH-Werte werden unverzüglich mit den durchgehend ausgehängten Werten verglichen.

Die verwendeten Kontrollmethoden werden dem technischen Beamten zur Begutachtung unterbreitet.

§ 3. Mindestens jeden Monat überprüft ein von der Wallonischen Region für die Wasseranalyse zugelassenes Laboratorium die in den Artikeln 32, 56 und 69 erwähnten chemischen, bakteriologischen und physikalischen Parameter.

§ 4. Ein vorschriftswidriges bakteriologisches Ergebnis verlangt unverzüglich eine neue Analyse.

Wenn die Ergebnisse der Letzteren wiederum vorschriftswidrig sind, wird das Schwimmbad bis zur Normalisierung der Lage geschlossen.

Eine Überschreitung der höchstzulässigen Werte in 10% der in den letzten 10 vorhergehenden Monaten analysierten Probenahmen wird geduldet.

§ 5. Die zu analysierenden Probenahmen erfolgen mindestens zwei Stunden nach Öffnung des Schwimmbads und stets an den gleichen Stellen, das heißt in der Nähe des Beckenrands in den ersten 30 Zentimetern ab der Oberfläche, und an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort.

Die Probenahme wird von dem Laboratorium durchgeführt.

Die Uhrzeit und die Anzahl der Badegäste werden angegeben.

Das Desinfektionsmittel wird sorgfältig in der der mikrobiologischen Analyse vorbehaltenen Probenahme neutralisiert.

Der pH-Wert wird zum Zeitpunkt der Probenahme von dem Laboratorium gemessen.

Für die Schwimmbäder, die Chlor als Desinfektionsmittel benutzen, werden zum Zeitpunkt der Probenahme ebenfalls das freie Chlor und das Gesamtchlor gemessen.

§ 6. Der Transport, sowie die Konservierung der Probenahme bis zur Analyse erfolgen bei einer Temperatur von etwa + 4 °C.

Die Analysen werden innerhalb von 24 Stunden ab der Probenahme durchgeführt und die Ergebnisse werden dem Betreiber innerhalb von 7 Werktagen nach der Probenahme übermittelt.

§ 7. Eine Abschrift der Analyseergebnisse wird der Kundschaft und dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zur Verfügung gehalten.

§ 8. Die Aushängung des Analysescheins des Badewassers an einer Stelle, die zwangsläufig von den Badegästen betreten wird, z.B. unter anderem bei der Kasse oder am Eingang der Umkleieräume, ist obligatorisch.

§ 9. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann stets zusätzliche Analysen auf Kosten des Betreibers fordern.

§ 10. Vor der Inbetriebsetzung der Badeanstalt wird der Umlauf des Schwimmbeckenwassers durch einen Test, wie beispielsweise ein farbmetrischer Test, festgestellt.

Abschnitt 5 — Hygiene und Qualität des Wassers

Art. 32 - § 1. Die Artikel 32, 56 und 69 sind lediglich auf die Schwimmbecken anwendbar, die das Chlor (NaOCl oder Cl₂) als Verfahren zur Desinfektion benutzen.

§ 2. Die Verwendung anderer Desinfektionstechniken als das Chlor, sowie die Verwendung jeglichen anderen chemischen Mittels oder jeglicher anderen Behandlung als diejenigen, die in diesem Artikel angegeben werden, werden dem technischen Beamten zur Genehmigung unterbreitet.

§ 3. Das Wasser eines jeden Schwimmbeckens ist desinfizierend, mit Ausnahme der individuell benutzten Becken, die nach jeder Benutzung geleert werden.

§ 4. Die einzigen zugelassenen chemischen Mittel sind diejenigen, die in der Regelung über die Qualität des Wassers des Verteilernetzes angegeben werden.

§ 5. Das Schwimmbeckenwasser entspricht den in den nachstehenden Tabellen A, B und C festgelegten Qualitätsnormen:

Tabelle A: CHEMISCHE PARAMETER				
Arten	Methoden	Einheiten	Werte	
			Leitwert	Grenzwert
PH	Elektrometrie	Sörensen		
untere Grenze				7,0
obere Grenze				7,6
Gemessenes freies Chlor: siehe Artikel 57 und 70				
Gebundenes Chlor: obere Grenze	Kolorimetrie (DPD,...)	mg/l	0,3	0,8
Harnstoff: obere Grenze	Berthelot oder Diacetylmonoxim	mg/100 l	2,0	
Oxidierbarkeit in warmem und saurem Medium (KmnO ₄): obere Grenze (O ₂)	Titrimetrie mit Kaliumpermanganat	mg/100 l	5	
Chlorid (mit Ausnahme der salzhaltigen Becken): obere Grenze	Potentiometrie, Titrimetrie oder Ionenchromatographie	mg/100 l	800	

Tabelle B: BAKTERIOLOGISCHE PARAMETER			
Arten	Methoden	Einheiten	Höchstzulässige Werte
Gesamtanzahl der Kolonien bei 37 °C und nach 48 Stunden Bebrütung	Keimzählung nach Impfung auf Agar-Agar-Nährboden	Anzahl/ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Keimzählung nach Filterung	Anzahl/ml	0
Koagulase-positive Staphylokokken	Keimzählung nach Filterung	Anzahl/ml	0
Fäkale Streptokokken	Keimzählung nach Filterung	Anzahl/ml	0

Tabelle C: PHYSIKALISCHE PARAMETER		
Arten	Werte	
	Leitwerte	Grenzwerte
Sichttiefe		Sichtbarkeit des Beckengrunds (*)
Sichtbare Verschmutzung	Nicht vorhanden	
Farbe	Keine	

(*) Ein sichtbares Zeichen wird an der tiefsten Stelle angebracht

§ 6. Die Überschreitung der Grenzwerte der vorerwähnten Tabellen A und C, sowie der Tabellen D, E, der Artikel 56 und 69 erfordert die Schließung des Schwimmbads, wenn dem nicht innerhalb einer halben Stunde abgeholfen wird.

KAPITEL IV — Brand- und Unfallverhütung

Art. 33 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeder Änderung der Räumlichkeiten und der Verhältnisse erkundigt sich der Betreiber beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

TITEL II — Auf die Schwimmbäder des Typs 1 anwendbare Bestimmungen

KAPITEL I — Standort und Bau

Art. 34 - Die Tragstrukturen für die Stabilität oder Einrichtungsmaterialien, sowie deren Anschlussstücke sind von ihrer Art her oder durch eine Behandlung korrosionssicher und für eine visuelle Überprüfung zugänglich.

Art. 35 - Die Tageslicht- und künstliche Beleuchtung sind derart eingerichtet, dass deren Spiegelung im Wasser auf ein Minimum beschränkt sind.

Die Beleuchtung wird derart eingerichtet, dass der Beckengrund unter jeglichem Blickwinkel sichtbar ist.

Art. 36 - Die Umkleiden und gemeinsamen Umkleideräume sind derart angeordnet, dass die Barfußbereiche von den mit Schuhen betretbaren Bereichen deutlich getrennt sind.

Art. 37 - Der Erste-Hilferaum ist für die auswärtigen Rettungsdienste leicht zugänglich und derart konzipiert, dass eine Person leicht und schnell auf einer Tragbahre abtransportiert werden kann.

Art. 38 - Es sind mindestens eine Kabine und eine Toilette vorhanden, die für die Personen mit eingeschränkter Mobilität konzipiert sind.

Art. 39 - Die Beckenränder um das Schwimmbecken sind mindestens 1,5 Meter breit.

Art. 40 - Ein Schalter des Typs Drucktasten-Trennschalter, mittels dessen der gesamte Wasserumlauf abgestellt werden kann, ist unmittelbar in der Nähe der Beckenränder angebracht.

Art. 41 - Leicht zugängliche Zapfhähne sind zwecks Probenahmen

1. vor der Filterung und der Einspritzung der Reagenzien;
2. nach der Filterung und vor jeglicher anderen Vorrichtung;
3. nach der Filterung und der Einspritzung der Reagenzien so nah wie möglich beim Wassereinlass eines jeden Beckens eingerichtet.

Art. 42 - Für jedes Becken misst ein spezifischer Wasserzähler die Wasserzufuhr aus dem Wasserverteilungssystem.

Art. 43 - Die Toiletten für die barfüßigen Badegäste sind an den Wänden befestigt und nicht am Boden aufgestellt

KAPITEL II — *Betrieb*

Abschnitt 1 — Betriebsweise

Art. 44 - Mit Ausnahme des Auffüllens des Schwimmbeckens nach seiner Entleerung wird das Becken ausschließlich mit dem Wasser aus dem Aufbereitungssystem gefüllt.

Art. 45 - Das Schwimmbeckenwasser wird innerhalb eines Zeitraums von höchstens 4 Stunden völlig wiederverwertet.

Art. 46 - Das Heiss- und Warmwasser der Duschen kommt aus einer Wasserheizungsanlage, die die Temperatur des Wassers auf mindestens 65 °C bringt. Die eventuelle Mischung mit kaltem Wasser erfolgt möglichst in der Nähe der Wasserverteilung der Duschen.

Zweimal im Jahr und in einem Abstand von 6 Monaten wird die Bakterie *Legionella pneumophila* im dem aus einem Duschkopf stammenden Wasser ermittelt. Für diese Bakterie beträgt der einzuhaltende maximale Grenzwert 1 000 Kolonien pro Liter.

Abschnitt 2 — Sicherheit

Art. 47 - Die Badeanstalt enthält einen mit Pflege- und Wiederbelebungsmaterial ausgerüsteten Erste-Hilferaum.

Abschnitt 3 — Luft

Art. 48 - Die Luftumwälzungssysteme und Luft-, Dampf- und Rauchableitungssysteme sind derart eingerichtet, dass sie den Publikumsverkehr und die Nachbarschaft nicht belästigen.

Art. 49 - Die zur Belüftung der Badeanstalt bestimmte Frischluft wird in ausreichender Entfernung von den Behältern mit gefährlichen Produkten und von jeglicher anderen Verschmutzungsquelle, wie Schornsteine und Parkplätze, im Freien entnommen.

Art. 50 - Die in der Schwimmbadhalle umgewälzte Luftmenge und der Luftwechsel — Frischluftzufuhr — gewährleisten eine gute Luftqualität.

Art. 51 - Der relative Feuchtigkeitsgehalt der Luft wird unter 65% gehalten. Zur Kontrolle dieses Gehalts verfügt der Betreiber in der Schwimmbadhalle über ein zwischen 1,5 und 2 Meter Bodenhöhe angebrachtes Hygrometer in gutem Betriebszustand.

Art. 52 - Die Schwimmbadhalle verfügt über ein Thermometer in gutem Betriebszustand. Während der Öffnungszeiten für den Publikumsverkehr überschreitet die Lufttemperatur der Schwimmbadhalle mindestens um 2 °C diejenige des Wassers des größten Schwimmbeckens.

Art. 53 - Der maximale, in 1,5 Meter Bodenhöhe gemessene Chloramingehalt in der Luft wird auf 0,5 mg/m; beschränkt. Er wird einmal jährlich im Winter zu einem für die Besucherzahl des Schwimmbads repräsentativen Zeitpunkt und auf Kosten des Betreibers gemessen.

Abschnitt 4 — Kontrolle

Art. 54 - Die visuelle Überprüfung der Tragstrukturen für die Stabilität oder Einrichtungsmaterialien, sowie deren Anschlussstücke erfolgt zum ersten Mal weniger als 10 Jahre nach der Inbetriebsetzung des Gebäudes und anschließend mindestens alle 5 Jahre.

Ein auf die Gebäudestabilität spezialisiertes Büro führt diese Überprüfung durch und verfasst einen Bericht, der dem technischen Beamten zur Verfügung gehalten wird.

Art. 55 - Die in § 1 und § 2 des Artikels 31 erwähnten Parameter werden mindestens vor Öffnung der Badeanstalt und zweimal während der Öffnungszeiten kontrolliert.

Art. 56 - Zusätzlich zu den Qualitätsnormen des Artikels 32 entspricht das Schwimmbeckenwasser folgenden Qualitätsnormen:

Tabelle D: (Zusatz zu Tabelle A) CHEMISCHE PARAMETER				
Arten	Methoden	Einheiten	Werte	
			Leitwert	Grenzwert
Gemessenes freies Chlor	Kolorimetrie (DPD,...)	mg/l		
untere Grenze			0,5	0,5
obere Grenze			1,0	1,5

Art. 57 - Lattenroste, Fußmatten oder andere ähnliche Gegenstände sind in den von den barfüßigen Personen benutzten Bereichen verboten.

TITEL III — Auf die Schwimmbäder des Typs 2 anwendbare Bestimmungen

KAPITEL I — Standort und Bau

Art. 58 - Der Erste-Hilferaum ist für die auswärtigen Rettungsdienste leicht zugänglich und derart konzipiert, dass eine Person leicht und schnell auf einer Tragbahre abtransportiert werden kann.

Art. 59 - Es sind mindestens eine Kabine und eine Toilette vorhanden, die für die Personen mit eingeschränkter Mobilität konzipiert sind.

Art. 60 - Die Beckenränder um das Schwimmbecken sind mindestens 1,5 Meter breit.

Art. 61 - Ein Schalter des Typs Drucktasten-Trennschalter, mittels dessen der gesamte Wasserumlauf abgestellt werden kann, ist unmittelbar in der Nähe der Beckenränder angebracht.

Art. 62 - Leicht zugängliche Zapfhähne sind zwecks Probenahmen

1. vor der Filterung und der Einspritzung der Reagenzien;

2. nach der Filterung und vor jeglicher anderen Vorrichtung;

3. nach der Filterung und der Einspritzung der Reagenzien so nah wie möglich beim Wassereinlass eines jeden Beckens eingerichtet.

Art. 63 - Für jedes Becken misst ein spezifischer Wasserzähler die Wasserzufuhr aus dem Wasserverteilungssystem.

KAPITEL II — Betrieb

Abschnitt 1 — Betriebsweise

Art. 64 - Mit Ausnahme des Auffüllens des Schwimmbeckens nach seiner Entleerung wird das Becken ausschließlich mit dem Wasser aus dem Aufbereitungssystem gefüllt.

Vor Eröffnung der Saison wird das Schwimmbecken geleert und gereinigt.

Art. 65 - Das Schwimmbeckenwasser wird innerhalb eines Zeitraums von höchstens 4 Stunden völlig wiederverwertet.

Abschnitt 2 — Sicherheit

Art. 66 - Die Badeanstalt enthält einen mit Pflege- und Wiederbelebungsmaterial ausgerüsteten Erste-Hilferaum.

Abschnitt 3 — Kontrolle

Art. 67 - Die in § 1 und § 2 des Artikels 31 erwähnten Parameter werden mindestens vor Öffnung der Badeanstalt und zweimal während der Öffnungszeiten kontrolliert.

Art. 68 - Mindestens zweimal jährlich überprüft ein von der Wallonischen Region zugelassenes Laboratorium die in den Artikeln 32 und 69 angegebenen chemischen, bakteriologischen und physikalischen Parameter.

Art. 69 - Zusätzlich zu den Qualitätsnormen des Artikels 32 entspricht das Schwimmbeckenwasser folgenden Qualitätsnormen:

Tabelle E: (Zusatz zu Tabelle A) CHEMISCHE PARAMETER				
Arten	Methoden	Einheiten	Werte	
			Leitwert	Grenzwert
Gemessenes freies Chlor	Kolorimetrie (DPD,...)	mg/l		
untere Grenze			1,0	0,8
obere Grenze			2,0	3,0

Vor Eröffnung der Saison lässt der Betreiber gemäß den in den vorhergehenden Paragraphen und in Artikel 32 vorgesehenen Modalitäten eine vollständige Analyse des Beckenwassers durchführen.

Der Betreiber setzt den mit der Überwachung beauftragten Beamten schriftlich von dem Datum der Saisonöffnung in Kenntnis. Er fügt dieser Einsendung eine Abschrift der Analyseergebnisse des Beckenwassers bei.

Das Schwimmbecken wird lediglich dann geöffnet, wenn die Ergebnisse vorschriftsgerecht sind.

Art. 70 - § 1. Auf die zum Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits bestehenden Schwimmbecken sind die folgenden Artikel nicht anwendbar:

1° die Artikel 4, §§ 5 und 6, 7, §§ 1 und 8, 8, 9, 11 § 1, 15 § 5 bis 7, 19, § 2, Absatz 3 (in Erwartung des Vorhandenseins des Grunddiploms, sind die Rettungsschwimmer im Besitz des höheren Rettungsschwimmerdiploms), 24, 25, § 5, 26, §§ 1, 2, 3, 4, Absätze 2, und 3, 27, 28, §§ 3 bis 9, 38, 41, 47, 50, 59, 62 und 66 sind nicht vor dem 1. Januar 2005 anwendbar.

2° die Artikel 4, §§ 1 bis 4, § 7 bis 10, 5, Absatz 1, 6, § 3, 7, §§ 3 bis 7 und § 9, 11, § 2, 12, § 1; 25, § 1; 26, § 4 Absatz 1, 29, 34, 35, 36, 39, 42, 43, 46 Absatz 1 und 63 sind nicht anwendbar.

Art. 71 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 72 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. März 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 1

SCHWIMMBADUNFALLKARTE

Bezeichnung des Schwimmbads :
Straße :
Postleitzahl :
Gemeinde :
Telefon :
Fax :
Email :
Name des Direktors :
Art der Einrichtung : Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad Sonstiges :

-Unfall mit Verletzten -

Von der für die Überwachung verantwortlichen Person und von dem Direktor der Badeanstalt auszufüllen

Datum:/...../.....	Uhrzeit :	Ort :
<u>Verletzte Person</u>		
Name :	Vorname :	Tel. :/.....
Anschrift :	Geschlecht : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	
Alter :	Gruppe :	
Individuell :		
Für die Betreuung verantwortliche Person :	Name:	Vorname :
Form des Unfalls	Art der am Unfall beteiligten Infrastruktur	
<input type="checkbox"/> <u>Im Wasser</u> <input type="checkbox"/> Ertrinken (mit oder ohne glücklichem Ausgang) <input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur <hr/> <input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast <input type="checkbox"/> Unwohlsein <input type="checkbox"/> Kaltwasserschock <input type="checkbox"/> Sonstiges :	<input type="checkbox"/> Unterwassertreppe <input type="checkbox"/> Fliesen <input type="checkbox"/> Leiter/Handlauf <input type="checkbox"/> Schwimmlinie/Seil <input type="checkbox"/> Gitter <input type="checkbox"/> Schwimmende Struktur <input type="checkbox"/> Rutschbahn <input type="checkbox"/> Sprungbrett <input type="checkbox"/> Startblock / Beckenrand <input type="checkbox"/> Sonstiges :	

<i>Außerhalb des Wassers</i> (jedoch in der Schwimmhalle)			
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		<input type="checkbox"/> Struktur unter der Rutschbahn	
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		<input type="checkbox"/> Treppe	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur		<input type="checkbox"/> Fliesen/Mauerwerk	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast		<input type="checkbox"/> Säule	
<input type="checkbox"/> Unwohlsein		<input type="checkbox"/> Bank	
<input type="checkbox"/> Sonstiges:		<input type="checkbox"/> Leiter/Handlauf	
		<input type="checkbox"/> Türen	
		<input type="checkbox"/> Rutschbahn	
		<input type="checkbox"/> Sprungbrett	
		<input type="checkbox"/> Startblock / Beckenrand	
		<input type="checkbox"/> Fußwaschbecken	
		<input type="checkbox"/> Sonstiges :	
<input type="checkbox"/> <i>Sonstiger Ort</i>	<input type="checkbox"/> Dusche	<input type="checkbox"/> Toiletten	<input type="checkbox"/> Eingangshalle
	<input type="checkbox"/> Cafeteria	<input type="checkbox"/> Umkleieraum	<input type="checkbox"/> Tribüne
	<input type="checkbox"/> Sonstiges :		
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		<input type="checkbox"/> Treppe	
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		<input type="checkbox"/> Tür	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur		<input type="checkbox"/> Schrank	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer anderen Person		<input type="checkbox"/> Umkleide	
<input type="checkbox"/> Unwohlsein		<input type="checkbox"/> Fliesen/Mauerwerk	
<input type="checkbox"/> Elektrisches Gerät		<input type="checkbox"/> Sonstiges :	
<i>Art der Verletzungen</i>	<input type="checkbox"/> Tod durch Ertrinken	<input type="checkbox"/> Beginn des Ertrinkens	<input type="checkbox"/> Brandwunde
	<input type="checkbox"/> Tod aus anderer Ursache	<input type="checkbox"/> Knochenbruch	<input type="checkbox"/> Prellung
	<input type="checkbox"/> Augenverletzungen	<input type="checkbox"/> Stichwunde	<input type="checkbox"/> Sonstiges :
	<input type="checkbox"/> Vergiftung	<input type="checkbox"/> Hautverletzungen	

<u>Eingriff</u>	❖ <i>innerbetrieblich</i>	<input type="checkbox"/> Lungen-Wiederbelebung
		<input type="checkbox"/> Herz-Lungen-Wiederbelebung
	❖ <i>eines auswärtigen Dienstes</i>	<input type="checkbox"/> 100
		<input type="checkbox"/> Notarzt
		<input type="checkbox"/> anderer Gesundheitsdienst
	❖ <i>Abschluss</i>	<input type="checkbox"/> Abtransport des Verletzten durch den Notdienst 100
		<input type="checkbox"/> Verlassen des Verletzten durch seine eigenen Mittel
		<input type="checkbox"/> Sonstiges

Name : Funktion : Datum...../...../... Unterschrift

Von dem Direktor auszufüllender Teil

Getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen

<input type="checkbox"/> Änderung der Arbeitsorganisation	<input type="checkbox"/> Verstärkung der Aufsicht
<input type="checkbox"/> Änderung der Infrastruktur	<input type="checkbox"/> Erinnerung an die Verhaltensanweisungen
<input type="checkbox"/> Keine	<input type="checkbox"/> Sonstiges :

Anmerkungen/zusätzliche Bemerkungen (siehe Anlage) insbesondere bezüglich der in Sachen Organisation, Vorbeugung zu treffenden Maßnahmen ...

Name : Datum :/...../... Unterschrift :

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. März 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Merkmale des Schwimmbads

	Größe	Volumen	
❖ Großes Becken			Andere Bäder :
❖ Kleines Becken			

❖ Desinfektion des Wassers	<input type="checkbox"/> NaClO	<input type="checkbox"/> Cl ₂	<input type="checkbox"/> Ag / Cu	<input type="checkbox"/> Ozon
	<input type="checkbox"/> Sonstiges bitte beschreiben :			
❖ Filterung	<input type="checkbox"/> Sand	<input type="checkbox"/> Kieselalge	<input type="checkbox"/> Sonstiges	
❖ Energie	<input type="checkbox"/> Gas	<input type="checkbox"/> Heizöl	<input type="checkbox"/> Sonstiges	

Schwimmbad Baujahr 19..... ;

URSACHE(N) FÜR DIE SCHLIEBUNG

A – WASSER

Merkmale bei der Schließung

= pH =
 = freies Chlor =mg/l
 = gebundenes Chlor =mg/l
 = Temperatur = °c

Seine Qualität

- physikalische Qualität : Sichttiefe Geruch
- chemische Qualität : Chlor -----> frei pH
- > gebunden Harnstoff
- Staphylokokken
- Pseudomonas
- bakteriologische Qualität : Gesamtzahl der Keime
- Streptokokken
- Temperatur : Ausfall der Wasserezufuhr
- Sonstiges :
- Heizung

- Panne des Heizungskessels bitte erläutern.....
 Austauscher Sonstiges

C – LAGERUNG DER CHEMISCHEN MITTEL

- Art der Lagerung :** Chlor Säure
- Versorgung Überlaufen Personen litten an Unwohlsein
 Manipulationsfehler
 Rohrbruch
 undichte Flaschen
- gab es direkten Kontakt mit NaClO und HCl, mit Cl₂-Entwicklung?
 JA NEIN
- Lagerbecken: undicht
- Sonstiges

D – ELEKTRIZITÄT

- mangelnde Stromversorgung
 Sonstiges :.....

Ursache

- Verteilernetz
 technischer Defekt im Schwimmbad
 bitte näher angeben

E – GEBÄUDE

- Struktur Zwischendecke Dach
 Fliesen Abdichtung Fenster Sonstiges

Ursache

- Korrosion Gebäudebewegung Vandalismus Sonstiges

F – DROHUNGEN VON AUBEN

- Bombenalarm Attentat Sonstiges :.....

G - BRAND

- Kläranlage Cafeteria Büroräume
 Umkleideräume Sonstiges

Ursache

- Elektrizität : Kurzschluss Heizungskessel Brandstiftung Sonstiges

Folgen

- sofortige Evakuierung des Schwimmbads
 Schließung -----> Dauer : Stunde(n) Tag(e)
 Gab es Verletzte ? JA NEIN
unter Umständen näher angeben
- zur Regulierung der Lage eingesetzte technische Mittel:
-
-
-
- getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen
- keine
 Änderung der Infrastrukturen
 Änderung der Arbeitsorganisation
- Neue Verhaltensanweisungen
 Verstärkung der Aufsicht
 Ausbildung des Personals
- Unter Umständen eine detaillierte Beschreibung des Zwischenfalls als Anlage beifügen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. März 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

ANLAGE 3

JAHRESBERICHT DER UNFÄLLE MIT VERLETZTEN IM SCHWIMMBAD

Bezeichnung des Schwimmbads :
Straße :
Postleitzahl :
Gemeinde :
Telefon :
Fax :
Email :
Name des Direktors :
Art der Einrichtung : Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad Sonstiges :

- Kalenderjahr : -

von dem Direktor der Badeanstalt auszufüllen

Form des Unfalls		Art der beteiligten Infrastruktur	
a) <u>Im Wasser</u> 1) Ertrinken (mit oder ohne glücklichem Ausgang) 2) Kontakt mit einer Infrastruktur 3) Kontakt mit einem anderen Badegast 4) Unwohlsein 5) Kontakt mit dem Beckenboden 6) Sonstiges :	Anzahl	10) Unterwassertreppe 11) Fliesen 12) Leiter/Handlauf 13) Schwimmlinie/Seil 14) Gitter 15) Schwimmende Struktur 16) Rutschbahn 17) Sprungbrett 18) Startblock/Beckenrand 19) Sonstiges :	Anzahl
	Insgesamt		Insgesamt
b) <u>Außerhalb des Wassers (in der Schwimmhalle)</u> 1) Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden 2) Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden 3) Kontakt mit einer Infrastruktur 4) Kontakt mit einem anderen Badegast 5) Unwohlsein 6) Sonstiges :	Anzahl	10) Struktur unter der Rutschbahn 11) Treppe 12) Fliesen/Mauerwerk 13) Säule 14) Bank 15) Leiter/Handlauf 16) Türen 17) Rutschbahn 18) Sprungbrett 19) Startblock / Beckenrand 20) Fußwaschbecken 21) Sonstiges :	Anzahl
	Insgesamt		Insgesamt

Andere Orte :			
Dusche			
Cafeteria			
Umkleieraum			
Tribüne			
Toiletten			
Eingangshalle			
Sonstiges :			
Form des Unfalls	Anzahl	Art der beteiligten Infrastruktur (für jeden Ort auszufüllen)	Anzahl
1) Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden 2) Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden 3) Kontakt mit einer Infrastruktur 4) Kontakt mit einem anderen Badegast 5) Unwohlsein 6) Sonstiges :		10) Struktur unter der Rutschbahn 11) Treppe 12) Fliesen/Mauerwerk 13) Säule 14) Bank 15) Leiter/Handlauf 16) Türen 17) Rutschbahn 18) Sprungbrett 19) Startblock / Beckenrand 20) Fußwaschbecken 21) Sonstiges : Insgesamt	

Art der Verletzungen		Anzahl
<input type="checkbox"/> Tod durch Ertrinken		
<input type="checkbox"/> Tod aus anderer Ursache		
<input type="checkbox"/> Augenverletzungen		
<input type="checkbox"/> Vergiftung		
<input type="checkbox"/> Beginn des Ertrinkens		
<input type="checkbox"/> Knochenbruch		
<input type="checkbox"/> Stichwunde		
<input type="checkbox"/> Hautverletzungen		
<input type="checkbox"/> Brandwunde		
<input type="checkbox"/> Prellung		
<input type="checkbox"/> Sonstiges :		

<u>Getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen</u>	
getroffene Maßnahmen	zu treffende Maßnahmen
<input type="checkbox"/> Änderung der Arbeitsorganisation <input type="checkbox"/> Änderung der Infrastruktur <input type="checkbox"/> Keine <input type="checkbox"/> Verstärkung der Aufsicht <input type="checkbox"/> Erinnerung an die Verhaltensanweisungen <input type="checkbox"/> Sonstiges :	
<i>Anmerkungen/zusätzliche Bemerkungen (siehe Anlage) insbesondere bezüglich der in Sachen Organisation, Vorbeugung zu treffenden Maßnahmen , ...</i>	

Datum :/...../.....

Unterschrift des Direktors:

.....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. März 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1612

[C — 2003/27271]

13 MAART 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden i.v.m. zwembaden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7 en 8;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 33.486/4, gegeven op 16 oktober 2002 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder zwembaden : kunstmatige baden voornamelijk ontworpen voor het zwemmen of voor elke andere therapeutische, recreatie- of sportactiviteit.

Art. 2. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties of activiteiten bedoeld in rubriek 92.61.01.02 : openlucht en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm.

Art. 3. Dit besluit heeft betrekking op twee soorten zwembaden :

1. type 1 : overdekte zwembaden in een gesloten systeem, met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm;

2. type 2 : openlucht zwembaden in een gesloten systeem, met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 4. § 1. De lokalen van de inrichting zijn gebouwd uit hard en rotvrij materiaal.

§ 2. De lokalen van de inrichting zijn hoger dan 2,5 meter.

§ 3. Alle lokaalvloeren hebben een helling van minimum 1 à 2 %.

§ 4. De bodem, plafonds en wanden van de lokalen van de inrichting zijn voorzien van een waterdichte, corrosiewerende en vlot wasbare bekleding.

§ 5. Alle interne uitrustingen, zoals leunregels, bestaan uit rotvrij, corrosiewerend en vlot wasbaar materiaal.

§ 6. De scherpe hoeken en uitstekende elementen zijn afgeschermd met een zachte bekleding tot op 2 m van de vloer.

§ 7. De wanden en de bodem van het zwembad en de cabines bestaan uit hard materiaal en zijn voorzien van een waterdichte, rotvrije, vlot wasbare en niet kwetsende bekleding.

De bodem van het zwembad is bovendien voorzien van een slipvrije bekleding tot op een diepte van minimum 1,35 m.

§ 8. Als het zwembad dieper is dan 1 meter, zijn de wanden ervan voorzien van een steunpunt voor handen of voeten.

§ 9. Bij de wateraanvoer en -afvoer wordt stagnerend water in het zwembad zoveel mogelijk beperkt.

§ 10. Het diepste punt van het zwembad is voorzien van een afvoer voor de lediging ervan.

Het water wordt naar die voorziening afgevoerd via een helling van minstens 1 %.

§ 11. De roosters en kranen voor de aan- en afvoer van water, lucht, enz. zijn zo ontworpen dat ze vrij zijn van gevaar voor de baders, zoals snijwonden of zuiggevaar.

Art. 5. De inrichting is aangesloten op een distributienet van drinkwater. Als het water van de douches en wastafels geen distributiewater is, voldoet het aan de normen die voor distributiewater gelden.

Art. 6. § 1. Het aantal sanitaire installaties stemt overeen met de opvangcapaciteit van de inrichting.

§ 2. De wc's beschikken over minstens één wastafel.

§ 3. Baders en geschoeide bezoekers beschikken over afzonderlijke sanitaire installaties.

§ 4. De doucheleidingen binnen handbereik zijn afgeschermd.

Art. 7. § 1. Alle toegangen tussen de kaden van het zwembad en de cabines, wc's of andere zones met besmettingsgevaar zoals sanitaire installaties, vestiaires, zonnebanken of sauna's beschikken hoe dan ook over een voetbad of -douche.

De voetbaden en -douches worden zo geïnstalleerd dat de baders er verplicht langs moeten om het zwembad te bereiken.

§ 2. De voetbaden en Bdouches worden van onsmettend water voorzien.

§ 3. De gangen, deuren en trappenhuizen van de toegangs- en uitgangswegen zijn zo ontworpen dat ze vlote verplaatsingen toelaten.

§ 4. De kaden van het zwembad worden aangelegd zodat ze een snelle en vlote evacuatie van alle baders mogelijk is.

§ 5. De rechtstreekse toegang tussen de kaden en de kleedkamers of de recreatiezones bevindt zich ter hoogte van het ondiepste gedeelte van het bad.

§ 6. De kaden worden zo aangelegd dat het afvalwater niet in het zwembad terecht kan komen, noch in de voorzieningen voor de recyclage van het badwater.

§ 7. Het afvalwater wordt afgevoerd naar de waterafvoerpunten die op de riolering aangesloten zijn. Ze zijn voorzien van een filtratierooster.

§ 8. Er wordt voorzien in wateraftappunten om de kaden van het zwembad met een waterslang te kunnen reinigen.

§ 9. Alle vloeren, tegels en voegen inbegrepen, waarop blootsvoets wordt gelopen, bestaan uit hard, waterdicht, rotvrij, slipvrij, tegen gebruikte chemicaliën bestand, vlot wasbaar en niet kwetsend materiaal.

Art. 8. De werking van de pompen voor de injectie van het desinfecterend agens en de pH-correctie wordt onmiddellijk en automatisch onderbroken door het stilleggen van de pompen die voor de watercirculatie zorgen, of zodra het debiet onder 40 % van de normale waarde daalt. Als het desinfectans en de pH-correctie in dezelfde leiding geïnjecteerd worden, zijn de injectiepunten meer dan 2 m van elkaar verwijderd.

Art. 9. § 1. Alle uitrustingen bestaan uit bestendig materiaal. Het oppervlak ervan is rotvrij, vlot wasbaar en vrij van gevaar voor verwondingen.

§ 2. De diepte van het zwembadwater is aangepast aan het gebruik van de springtorens, glijbanen en andere recreatieve voorzieningen.

§ 3. De ladder en het platform voor de toegang tot de glijbanen, springtorens en andere uitrustingen beschikken over veiligheidsvoorzieningen ontworpen om elke val te voorkomen.

Het oppervlak ervan is slipvrij en vlot wasbaar.

§ 4. De binnenbekleding van de glijbanen is continu glad om natuurlijk glijden toe te laten. Het glijden wordt niet met chemische producten bevorderd.

De plaats waar de gebruiker van een glijbaan van meer dan 2 meter hoog in het bad terecht komt is ontruimd binnen een straal van 2,5 m.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Afdeling 1 — Werkingswijze

Art. 10. § 1. De lokalen van de inrichting, de voorzieningen en het materiaal worden in een perfecte staat van netheid en werking gehouden.

§ 2. De inrichting beschikt over een huishoudelijk reglement en geschreven procedures betreffende de normale werking, waarbij in spoedgevallen wordt voorzien in geschikte maatregelen om in alle omstandigheden de vlotte werking van de exploitatie te waarborgen.

Het huishoudelijk reglement en de procedures worden minstens één keer per jaar aangepast.

Elk betrokken personeelslid ontvangt er een afschrift van, met ontvangstbewijs.

Het reglement wordt op zichtbare plaatsen aangeplakt langs het traject die de bezoekers verplicht moeten volgen.

Het huishoudelijk reglement wijst er hoe dan ook op dat :

1° de directie de toegang :

a) tot de inrichting ontzegt aan elke persoon die de gezondheid, hygiëne of veiligheid van de andere baders in gevaar brengt;

b) tot het zwembad ontzegt aan elke persoon die geen gebruik maakt van de douches en voetbaden of -douches;

2° de baders tijdens de openingsuren een klassiek badpak dragen dat specifiek en uitsluitend daartoe wordt gebruikt en aan de hygiënenormen voldoet;

3° kinderen onder 7 jaar onder het toezicht van een begeleidende volwassene dienen te staan;

4° dieren verboden zijn in de inrichting.

Art. 11. § 1. De douches beschikken hetzij over lauw, hezij over warm en koud water.

§ 2. De douches worden in werking gesteld d.m.v. een regelbare drukknop.

Art. 12. § 1. De voorziening voor waterrecyclage neemt minstens 30 % oppervlaktewater op.

§ 2. De bodem van het zwembad wordt minstens om de twee dagen vóór de openingsuren gereinigd en schoongezogen. De wanden van het zwembad worden minstens één keer per week buiten de openingsuren gereinigd.

§ 3. Het zwembad wordt minstens één keer om de twee jaar geledigd.

§ 4. De bufferbak, als er één is, wordt minstens één keer per jaar geledigd.

§ 5. Het onderhoud of de reparatie van het waterbehandelingscircuit of de aanhorigheden ervan wordt niet tijdens de openingsuren van het zwembad uitgevoerd als de vlotte werking van de inrichting daardoor in het gedrang komt.

Art. 13. § 1. De exploitant houdt een register bij waarin de volgende gegevens voorkomen :

1° de resultaten van de dagelijkse analyses die hij uitvoert, zoals bedoeld in de §§ 1 en 2 van artikel 31;

2° de resultaten van de analyses die het controlelaboratorium periodiek uitvoert, zoals bedoeld in § 3 van artikel 31;

3° de aangeplakte pH-waarden en, voor de met chloor ontsmette baden, de chloorwaarden op het moment van de monsterneming door het laboratorium;

4° de data van de filterreinigingen en de vervanging van het filtermateriaal;

5° de dagelijkse bezettingsgraad van het zwembad;

6° elke gebrekkige werking of elk technisch incident

7° elk lichamelijk ongeval bij bezoekers, verplicht op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 1 voorkomt;

8° elk technisch incident, verplicht op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 2 voorkomt;

9° de maandelijkse staat van de watermeters;

10° de opmerkingen betreffende de technische verificaties van de installatie.

§ 2. Het register bedoeld in § 1 kan ingekeken worden door een toezichthoudende ambtenaar en wordt bewaard gedurende 5 jaar.

Art. 14. § 1. De toezichthoudende ambtenaar wordt binnen 48 uur in kennis gesteld van elk lichamelijk ongeval met de dood of een ziekenhuisopname als gevolg, en van elk technisch incident dat aanleiding geeft tot de ontruiming of sluiting van de inrichting.

§ 2. Elk noemenswaardig lichamelijk ongeval wordt op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 1 voorkomt.

§ 3. Elk technisch incident dat aanleiding geeft tot de ontruiming of sluiting van het zwembad wordt op schrift gesteld d.m.v. het formulier waarvan het model in bijlage 2 voorkomt.

§ 4. De exploitant bezorgt de toezichthoudende ambtenaar jaarlijks vóór 1 april een lijst van de in artikel 13, § 1, 7°, bedoelde ongevallen die zich in de loop van het vorige jaar voorgedaan hebben.

Art. 15. § 1. Als het vul- en suppletiewater van het zwembad geen distributiewater is, voldoet het aan de normen die voor distributiewater gelden.

§ 2. Om de conformiteit te waarborgen van de waterkwaliteit bedoeld in de bepalingen van de artikelen 32, 56 en 69, wordt dagelijks voldoende vers water toegevoegd.

§ 3. Het zwembadwater bevat geen elementen of kiemen in hoeveelheden die de veiligheid van de baders in het gedrang brengen.

§ 4. Het zwembadwater wordt behandeld in vier fasen, met name de voorfiltratie, de filtratie, de ontsmetting en de toevoer van vers water.

Voor de met chloor ontsmette zwembaden wordt ook voorzien in een pH-aanpassing.

§ 5. De uitrusting vermeldt voortdurend de automatische en betrouwbare metingen van het gehalte aan ontsmettingsmiddel en van de pH en verbetert die parameters automatisch wat de met chloor ontsmette zwembaden betreft.

§ 6. Het is verboden chemicaliën rechtstreeks in het zwembad te injecteren.

§ 7. Het debiet wordt na de filtratie en vóór de opening van het zwembad gemeten om de controle van de duur van de waterrecyclage te waarborgen.

Afdeling 2. — Veiligheid

Art. 16. Het zwembad is vlot toegankelijk voor de externe hulpdiensten en is ontworpen zodat een vlotte en spoedige evacuatie per brancard mogelijk is.

Art. 17. De voor het publiek toegankelijke lokalen zijn, net zoals de ontruimingscircuits, de technische lokalen en de toegangswegen ertoe, voorzien van een noodverlichting.

Art. 18. § 1. Doorzichtige deuren en wanden worden zichtbaar gemaakt en er worden maatregelen getroffen om verwondingen bij de bezoekers te voorkomen in geval van glasschade.

§ 2. Alle uitgangen, met inbegrip van de nooduitgangen, zijn toegankelijk voor de personen die zich in de lokalen van de inrichting bevinden.

§ 3. Alle uitgangen, met inbegrip van de nooduitgangen, worden d.m.v. reglementaire pictogrammen aangegeven. De pictogrammen zijn duidelijk zichtbaar en worden met normale verlichting en noodverlichting verlicht.

De deuren gaan open in de richting van de uitgang.

Art. 19. § 1. Het toezicht wordt aangepast aan het soort installatie alsmede aan de bezettingsgraad en aan het soort bezoekers. De exploitant maakt een toezichtsprogramma op dat eigen is aan zijn inrichting.

§ 2. Minstens één veiligheidsverantwoordelijke oefent rechtstreeks en voortdurend toezicht uit op de baders.

In een zwembad waarvan de maximale waterhoogte 1,4 meter overschrijdt, zijn de veiligheidsverantwoordelijken houder van het hoger reddersbrevet uitgereikt door de bevoegde administratieve overheid krachtens het decreet van 26 april 1999 van de Franse Gemeenschap tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap of krachtens het besluit van 27 januari 1993 van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap tot instelling van een sportcommissie en vaststelling van de taken ervan of van elke door haar erkende gelijkwaardige kwalificatie.

In een zwembad met een waterhoogte van 1,4 meter of minder zijn de veiligheidsverantwoordelijken houder van het basisreddersbrevet uitgereikt door de bevoegde administratieve overheid krachtens het decreet van 26 april 1999 van de Franse Gemeenschap tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap of krachtens het besluit van 27 januari 1993 van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap tot instelling van een sportcommissie en vaststelling van de taken ervan of van elke door haar erkende gelijkwaardige kwalificatie.

§ 3. Paragraaf 2 van dit artikel is niet van toepassing op de zwembaden van toeristische inrichtingen zoals :

- hotels;
- landelijke verblijven;
- campings gedurende de periodes waarin de toegang alleen aan residenten voorbehouden is;
- therapeutische baden.

§ 4. De redders die verantwoordelijk zijn voor de veiligheid van de baders volgen bovendien minstens één keer per jaar een verplichte opleiding inzake eerste hulp-, reanimatie- en reddingstechnieken.

De modaliteiten voor die opleiding zijn goedgekeurd door de bevoegde administratieve overheid bedoeld in § 2, tweede en derde lid.

Een afschrift van het brevet of van het attest wordt op de exploitatiezetel bewaard en ligt ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 20. In de zwembaden wordt hoogstens één bader per twee m² wateroppervlakte toegelaten.

Art. 21. De waterdiepte en de plaatsen waar duiken verboden is, worden duidelijk aangegeven overal waar de veiligheid in het gedrang kan komen.

Elke plots diepteverschil wordt duidelijk aangegeven.

Art. 22. De inrichting beschikt over minstens één telefoontoestel met een directe buitenlijn die steeds vlot bereikbaar is.

Art. 23. De inrichting bevat een lokaal voor de toediening van de eerste zorgen of een kast met materiaal voor eerste hulp en reanimatie, in onberispelijke staat van onderhoud en vlot bereikbaar.

Het verzorgingsmateriaal bestaat hoe dan ook uit de reglementaire inhoud van de noodtas bedoeld in artikel 178 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

Behalve voor de zwembaden van type 2 met een maximale waterhoogte van 1,4 meter of minder en de zwembaden van hotels of campings gedurende de periodes waarin de toegang alleen aan residenten voorbehouden is, bestaat het reanimatiemateriaal uit de volgende toestellen voor zuurstofbehandeling :

- 1° een zuurstofmasker voor volwassenen;
- 2° een zuurstofmasker voor kinderen;
- 3° een autostatische samendrukbare beadeballon met patiëntenklep en verliesklep;

4° een zuurstoffles voor medisch gebruik voorzien van een gasdrukregelaar en een debietmeter die op de ballong is aangesloten. De fles wordt onderworpen aan een druktest die uitgevoerd wordt door een externe dienst voor technische controles die erkend is overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 april 1999 betreffende de erkenning van externe diensten voor technische controles op de werkplaats.

Art. 24. De ventilatie van de lokalen voor de opslag van gevaarlijke producten is naar buiten gericht en van de externe ventilatieopeningen van het zwembad verwijderd.

Art. 25. § 1. De technische en opslaglokalen zijn vlot toegankelijk voor de levering van producten maar niet voor het publiek.

§ 2. De vaten met chemische producten, de opslaglokalen en de leidingen worden geëtiketteerd of geïdentificeerd.

§ 3. De exploitant houdt een lijst bij waarin de volgende gegevens voorkomen :

1° de naam, de hoeveelheden en de leveringsdata van de in de inrichting gebruikte chemische producten;

2° de eventuele incidenten, alsmede alle onderhouden, controles, defecten, herstellen of ongevallen.

§ 4. De gezamenlijke installatie wordt dagelijks gecontroleerd door een personeelslid van de inrichting dat door de exploitant aangewezen wordt.

Een door de exploitant aangewezen personeelslid van de inrichting is aanwezig bij elke levering van gevaarlijke producten.

§ 5. Individuele beschermingsmiddelen bestaan met name uit een ademhalingsstoestel, brillen en handschoenen. Een wastafel met stromend water en een oogdouché worden bij de technische en opslaglokalen geïnstalleerd.

Die voorzieningen zijn steeds toegankelijk en operationeel zodat de veiligheid gewaarborgd kan worden in geval van lek of incident.

Art. 26. § 1. De gevaarlijke producten worden los opgeslagen in de daartoe bestemde lokalen.

§ 2. De losse producten die onder elkaar kunnen reageren, worden opgeslagen in afzonderlijke lokalen die uitsluitend voor de opslag van dergelijke producten dienen.

§ 3. Tussen de kuip van de vrachtwagen die de losse chemische producten levert en de ingang van de opslaginstallatie van de inrichting wordt een buis zonder tussenkoppeling gebruikt. Er wordt gebruik gemaakt van specifieke buizen met onverenigbare aansluitstukken. Per gevaarlijk product wordt gebruik gemaakt van een buis met een aansluitstuk speciaal bestemd voor het type product en onverenigbaar met het aansluitstuk van andere producten.

§ 4. De gevaarlijke producten worden los opgeslagen in reservoirs van minstens 1 500 liter.

De reservoirs zijn gesloten en worden geplaatst in een daartoe bestemde retentiebak waarvan de capaciteit gelijk is aan minstens 110 % van die van de reservoir. De reservoirs zijn voorzien van een duidelijk zichtbare niveauwijzer en van een ontgassingssysteem met « wasventilatieopening » om giftige uitdamping te voorkomen. Alleen het bovenste gedeelte van de reservoirs is voorzien van een gat. De tussenreservoirs, de zogenaamde « dagelijkse bakken », waar de gevaarlijke producten gedoseerd worden, mogen niet meer bevatten dan de hoeveelheid die nodig is voor 2 dagen exploitatie.

De tussenreservoirs worden geplaatst in een daartoe bestemde retentiebak waarvan de capaciteit minstens 110 % van het reservoir bedraagt.

Art. 27. § 1. De gevaarlijke producten worden in flessen opgeslagen op een daartoe bestemde plaats.

Als het gaat om een lokaal, is de ventilatie naar buiten gericht en van de externe ventilatieopeningen van het zwembad verwijderd.

§ 2. De vaten worden niet opgestapeld en worden opgeslagen in een retentiebak met een capaciteit van 50 % van het opgeslagen totaalvolume of in individuele retentiebakken met een capaciteit van 110 % van het opgeslagen volume van het vat. De producten die onder elkaar kunnen reageren worden in afzonderlijke retentiebakken opgeslagen.

Art. 28. § 1. Dit artikel is niet van toepassing als onder druk vloeibaar gemaakt chloor voor de ontsmetting van het badwater gebruikt wordt.

§ 2. Vloeibaar gemaakt chloor wordt opgeslagen in tanks die getest worden door een externe dienst voor technische controles erkend bij het koninklijk besluit van 29 april 1999 betreffende de erkenning van externe diensten voor technische controles op de werkplaats en die geen gebreken vertonen.

§ 3. Alle gebruikte of in reserve gehouden tanks worden tegen zonnestralingen en atmosferische effecten beschermt in een speciaal daartoe ingerichte gesloten ruimte voorzien van een deur die op slot kan worden gedaan en die niet uitgaat op een voor het publiek toegankelijke zone. De opschrift « chlooropslag » staat duidelijk vermeld op de deur van het lokaal.

Als de opslagplaats zich in de open lucht bevindt, wordt ze voorzien van een omheining die aangebracht wordt op één meter van de gesloten plaats bedoeld in § 6, vierde lid, zodat ze ontoegankelijk is voor het publiek.

§ 4. De producten worden opgeslagen op de benedenverdieping, zo ver mogelijk van de stookruimte. Daartoe wordt bij voorkeur gebruik gemaakt van een hok of een kast die voldoet aan de voorschriften van § 5 of van een lokaal dat voldoet aan de voorschriften van § 6.

De omgevingstemperatuur wordt onder 50 °C gehouden.

§ 5. Het hok of de kast geeft rechtstreeks uit op de open lucht. De afmetingen ervan (hoogte, diepte en breedte) zijn zodanig dat het personeel er niet kan binnenkomen.

De scheiding tussen het hok of de kast en het zwembad is gasdicht en biedt een vuurweerstand van minstens één uur.

Gaten aan de onderkant en aan de bovenkant waarborgen voortdurend en rechtstreeks ventilatie naar buiten toe.

§ 6. Alle bestanddelen (muren, wanden, vloeren, plafonds,...) tussen het opslaglokaal en elk ander lokaal zijn gasdicht en bieden een vuurweerstand van minstens één uur.

Elke deur die toegang geeft tot het lokaal, gaat open in de richting van de uitgang en biedt een vuurweerstand van minstens een halfuur. Ze gaat automatisch dicht en is niet uitgerust met een voorziening waardoor ze in open stand kan worden vastgezet. Het is hoe dan ook verboden die deur in open stand vast te zetten.

Als ze niet rechtstreeks op de open lucht uitgaat, is ze gasdicht. Ze geeft niet uit op een lokaal, noch op een voor het publiek toegankelijke ruimte.

Het lokaal is uitgerust met een geforceerde ventilatie die de lucht langs onder (bodemniveau) aanzuigt en langs boven loost. Er wordt rechtstreeks in de open lucht gezogen en geloosd.

Het ventilatiesysteem wordt van buiten het lokaal bediend.

§ 7. De ventilatie van de opslagruimte is zo ontworpen dat ze niet hinderlijk is voor de buurt en voor het publiek. De openingen voor verse lucht en de afzuigers van vervuilde lucht worden zo geplaatst dat ze de gassen van de ventilatie van de opslagruimte niet kunnen aanzuigen. De ligging van de ruimte wordt naar gelang van de heersende winden gekozen.

§ 8. De tanks worden vertikaal aan een wand vastgemaakt met klemmen en kettingen die vlot open gaan.

De chloormeters worden rechstreeks op de flessen aangebracht. Geen enkele leiding vervoert gasvormig chloor onder druk.

Het punt waar gasvormig chloor in de waterleiding wordt geïnjecteerd en de voorziening voor de regeling van het debiet van gasvormig chloor bevinden zich buiten de opslagruimte.

§ 9. De uitrustingen in de opslagruimte, meer bepaald de installatie en het elektrische materiaal, worden ontworpen en verwezenlijkt met inachtneming van de corrosierisico's inherent aan de eventuele aanwezigheid van chloor in de lucht.

§ 10. In de buurt van de opslagruimte wordt minstens één ademhalingstoestel, waarvan het model erkend is, in een kast op een veilige plaats geïnstalleerd; dat toestel is geschikt voor gebruik in lucht met gasvormig chloor en isoleert de ademhalingsopeningen en ogen :

- 1) in geval van opslag in een lokaal bevindt de kast zich buiten het lokaal en bij de ingang ervan;
- 2) in geval van opslag in een hok of in een kast, zoals bedoeld in § 5, bevindt de kast zich in één van de volgende dichtstbij gelegen lokalen :
 - a. redderslokaal;
 - b. infirmerie;
 - c. kassa.

Het ademhalingstoestel is voortdurend operationeel en is het voorwerp van een geschreven programma inzake inspectie en periodiek onderhoud dat de verwezenlijking van die doelstelling waarborgt en aan de aanbevelingen van de fabricant voldoet.

Gebruiksklare reserve-elementen, zoals filterpatronen of persluchtcilinders, al naar gelang het geval, zijn steeds voorhanden.

Het personeel krijgt een opleiding om het ademhalingstoestel te kunnen gebruiken. Die opleiding wordt minstens één keer per jaar herhaald.

§ 11. Bij de kast bevindt zich een tabel met de door de exploitant geformuleerde en getekende voorschriften. Daarbij wordt met name rekening gehouden met de aanbevelingen van de leveranciers van het aanwezige materiaal. De tabel vermeldt met name :

1. de gebruiksaanwijzing van het ademhalingstoestel en voor het onderhoud ervan;
2. de uit te voeren handelingen en de voor de lopende exploitatie te treffen voorzorgsmaatregelen;
3. de mogelijke incidenten, de desbetreffende risico's en de in die gevallen uit te voeren handelingen;
4. de in geval van brand te treffen maatregelen en de plaats voor de ontruiming van de chloorvaten.

§ 12. Het is verboden brandstoffen op te slaan in de opslagruimte of in de nabijheid ervan.

§ 13. De exploitant voert dagelijks controles uit in de opslagruimte om d.m.v. een met ammoniak doorweekt doek chloorlekken op te sporen en om na te gaan of de tanks in perfecte staat zijn. De tanks mogen niet in de inrichting hersteld worden. Elke gebrekkige tank wordt zo spoedig mogelijk teruggegeven aan de fabricant.

§ 14. Als de waterbehandeling meer dan 4 uur wordt onderbroken, sluit de exploitant de gebruikte chloortanks.

§ 15. De chloorlevering vindt plaats onder toezicht van een door de exploitant aangewezen persoon die perfect op de hoogte is van de modaliteiten inzake het beheer van gasvormig chloor, met name de gevaren die er inherent aan zijn en de in geval van incident of ongeval te treffen maatregelen.

§ 16. Geschreven procedures en interne noodplannen worden door de exploitant in overleg met de bevoegde diensten opgesteld.

Afdeling 3. — Oppervlaktewater

Art. 29. § 1. De sanitaire installaties hebben een vloerhelling van minstens 1 % tot 2 % die het afvalwater naar een op de openbare riolering aangesloten afvoervoorziening leidt.

§ 2. Het afvalwater van de voetbaden, voetdouches en douches wordt rechstreeks naar de riolering afgevoerd.

Afdeling 4. — Controles

Art. 30. § 1. De elektrische hoogspanningsinstallaties van de inrichting worden jaarlijks gecontroleerd door een erkende instelling die elektrische installaties controleert.

§ 2. De elektrische laagspanningsinstallaties van de inrichting worden om de vijf jaar gecontroleerd door een erkende instelling die elektrische installaties controleert.

§ 3. De exploitant legt de controleverslagen ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 31. § 1. Deze paragraaf is slechts van toepassing op zwembaden die chloor (NaOCl of Cl₂) als waterontsmettingsmiddel gebruiken.

Beschikbaar vrij chloor en gebonden chloor worden minstens dagelijks gecontroleerd door de exploitant op grond van een badwatermonster dat steeds op dezelfde plaats wordt genomen, zo ver mogelijk van het punt waar het behandelde water in het bad terechtkomt.

De gemeten vrij chloorwaarden worden onmiddellijk vergeleken met de continu aangegeven waarden.

De gebruikte controlemethodes behoeven het advies van de technisch ambtenaar.

§ 2. De doorzichtigheid en de temperatuur van het zwembadwater en de pH-waarde worden minstens dagelijks door de exploitant gecontroleerd aan de hand van een badwatermonster dat steeds op dezelfde plaats wordt genomen, zo ver mogelijk van het punt waar het behandelde water in het bad terechtkomt.

De gemeten pH-waarden worden onmiddellijk vergeleken met de continu aangegeven waarden.

De gebruikte controlemethodes behoeven het advies van de technisch ambtenaar.

§ 3. Een door het Waalse Gewest erkend laboratorium voor wateranalyse controleert minstens maandelijks de chemische, bacteriologische en fysische parameters bedoeld in de artikelen 32, 56 en 69.

§ 4. Als het bacteriologische resultaat niet conform is, wordt onmiddellijk een nieuwe analyse geëist. Als de resultaten weer niet-conform zijn, wordt het zwembad gesloten tot de normalisatie van de toestand.

Een overschrijding van de aanvaardbare maximumwaarden voor 10 % van de in de loop van de 10 vorige maanden geanalyseerde monsters is toegelaten.

§ 5. De monsters van het te analyseren water worden minstens twee uur na de opening van het zwembad en steeds op dezelfde plaatsen genomen, namelijk bij de kade op ongeveer 30 cm van de oppervlakte, zo ver mogelijk van het punt waar het behandelde water in het zwembad terechtkomt.

De monsters worden door het laboratorium genomen.

Het uur van de monsterneming en het aantal baders worden vermeld.

Het ontsmettingsmiddel wordt behoorlijk geneutraliseerd in het monster dat voor de microbiologische analyse dient.

De pH-waarde wordt door het laboratorium gemeten op het moment van de monsterneming.

Voor de zwembaden die chloor als ontsmettingsmiddel gebruiken, worden de vrij chloor en de totaal chloor ook op het moment van de monsterneming door het laboratorium gemeten.

§ 6. De monsters worden vervoerd en tot de analyse bewaard bij een temperatuur van ongeveer + 4 °C.

De analyses worden binnen 24 uur na de monsterneming uitgevoerd en de resultaten worden binnen 7 werkdagen na de monsterneming aan de exploitant meegedeeld.

§ 7. Een afschrift van de analysesresultaten ligt ter inzage van de klanten en van de toezichthoudende ambtenaar.

§ 8. De berichten van de wateranalyse worden verplicht aangeplakt daar waar de baders langs moeten, met name bij de kassa en bij de ingang van de kleedkamers.

§ 9. De toezichthoudende ambtenaar kan steeds bijkomende analyses op kosten van de exploitant eisen.

§ 10. Vóór de inbedrijfstelling van het zwembad wordt een colorimetrietest uitgevoerd om de waterstroming in het bad aan het licht te brengen.

Afdeling 5. — Hygiëne en waterkwaliteit

Art. 32. § 1. De artikelen 32, 56 en 69 zijn slechts van toepassing op de zwembaden die chloor (NaOCl of Cl₂) als ontsmettingsmiddel gebruiken.

§ 2. Het gebruik van andere ontsmettingstechnieken dan chloor alsmede het gebruik van elk chemisch product of van elke andere behandeling dan die bedoeld in dit artikel behoeft de goedkeuring van de technisch ambtenaar.

§ 3. Het water van elk zwembad is ontsmettend, met uitzondering van de baden voor individueel gebruik die na elk gebruik worden geledigd.

§ 4. De enige toegelaten chemische producten zijn die vermeld in de regelgeving betreffende de kwaliteit van het distributiewater.

§ 5. Het zwembadwater voldoet aan de kwaliteitsnormen bedoeld in de onderstaande tabellen A, B, en C :

Tabel A : CHEMISCHE PARAMETERS				
Types	Methodes	Eenheden		
			Richtwaarden	Grenswaarden
PH	Electrometrie	Sörensens		
Ondergrens				7,0
Bovengrens				7,6
Gemeten vrij chloor : zie de artikelen 57 en 70				
Gebonden chloor : Bovengrens	Colorimetrie (DPD,...)	mg/l	0,3	0,8
Ureum : bovengrens	Berthelot of diacetylmoxime	mg/l	2,0	
Oxideerbaarheid in verwarmde oplossing en in zuur milieu (KmnO ₄) : bovengrens (O ₂)	Titrimetrie met kaliumpermanganaat	mg/l	5	
Chloriden (met uitzondering van gezouten zwembaden) : bovengrens (Cl)	Potentiometrie, titrimetrie of ionische chromatografie	mg/l	800	

Tabel B : BACTERIOLOGISCHE PARAMETERS			
Types	Methodes	Eenheden	Toelaatbare maximumwaarden
Totaal aantal koloniën bij 37 °C en na 48 uur incubatietijd	Telling na gelincorporatie	aantal /ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Telling na filtratie	aantal/100 ml	0
Stafylokokken coagulase positief	Telling na filtratie	aantal/100 ml	0
Faecale streptokokken	Telling na filtratie	aantal/100 ml	0

Tabel C : FYSISCHЕ PARAMETERS		
Types	Richtwaarden	Grenswaarden
Doorzichtigheid		Bodem zichtbaar (*)
Zichtbare verontreiniging	Geen	
Kleur	Geen	

(*) op het diepste punt van het zwembad wordt een zichtbaar herkenningpunt aangebracht.

§ 6. De overschrijding van de grenswaarden vermeld in de tabellen A en C hierboven en in de tabellen D, E van de artikelen 56 en 69 legt de sluiting van het bad op als geen oplossing wordt gevonden binnen een half uur.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 33. Vóór de uitvoering van het project en vóór elke wijziging van de plaats en de omstandigheden pleegt de exploitant overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de te gebruiken uitrustingen inzake preventie en bestrijding van brand en ontploffingen, waarbij rekening wordt gehouden met de bescherming van het publiek en van het leefmilieu.

TITEL II. — **Bepalingen van toepassing op de zwembaden van type 1**

HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 34. De draagstructuren of de inrichtingsmaterialen en de desbetreffende verbindingstukken zijn van nature of door behandeling corrosievrij en kunnen visueel onderzocht worden.

Art. 35. De natuurlijke verlichting en de kunstmatige verlichting weerkaatsen zo weinig mogelijk tegen het water.

De verlichting wordt zodanig gericht dat de bodem van het bad vanuit elke gezichtshoek zichtbaar is.

Art. 36. De individuele en de gemeenschappelijke omkleedcabines worden geïnstalleerd met een duidelijke scheiding tussen de zones « blootsvoets » en « geschoeid ».

Art. 37. Het lokaal waar de eerste zorgen worden toegediend, is vlot toegankelijk voor de externe nooddiensten en is ontworpen met het oog op een vlotte en spoedige afvoer per brancard.

Art. 38. Er is minstens één cabine en één wc voor personen met beperkte beweeglijkheid voorhanden.

Art. 39. De kaden rondom het zwembad zijn minimum 1,5 meter breed.

Art. 40. Een vuistslagschakelaar die een algemene onderbreking van de waterstroming toelaat, wordt vlakbij de kaden aangebracht.

Art. 41. Er wordt voorzien in vlot toegankelijke tapkranen met het oog op monsternemingen :

1. vóór de filtratie en de injectie van reagens;
2. na de filtratie en vóór elke andere installatie;
3. na de filtratie en de injectie van reagens, zo dicht mogelijk bij het punt waar het water in elk bad terechtkomt.

Art. 42. Een specifieke watermeter meet voor elk bad de wateraanvoer vanaf het waterdistributiesysteem.

Art. 43. De wc's voor "blootsvoetse" baders zijn aan de muur vastgemaakt en rusten niet op de bodem.

HOOFDSTUK II. — *Exploitatie**Afdeling 1. — Werkingswijze*

Art. 44. Het zwembad wordt uitsluitend met water van het behandelingsstelsel bevoorrad, met uitzondering van het vulwater gebruikt na het ledigingsproces.

Art. 45. Het zwembadwater wordt volledig gerecycleerd in maximum 4 uur.

Art. 46. Het warme en lauwe water van de douches komt van een verwarmingsinstallatie waardoor de watertemperatuur minstens 65 °C bereikt. Eventuele vermenging met koud water gebeurt zo dicht mogelijk bij de waterverdeling voor de douches.

De bacterie legionella pneumophylla wordt minstens twee keer per jaar, om de zes maanden, opgespoord in het water dat uit een douchekop stroomt. Voor deze bacterie geldt een maximale grenswaarde van 1 000 koloniën per liter.

Afdeling 2. — Veiligheid

Art. 47. De inrichting beschikt over een eerste hulplokaal met materiaal voor zorgverlening en reanimatie.

Afdeling 3. — Lucht

Art. 48. De systemen voor de circulatie en de afvoer van lucht, damp en rook worden zo aangelegd dat ze niet hinderlijk zijn voor het publiek en de burens.

Art. 49. De verse lucht voor de ventilatie van de inrichting wordt van buiten aangevoerd, ver genoeg van de tanks met gevaarlijke producten en van elke andere vervuillingsbron zoals schoorstenen en parkings.

Art. 50. Het heteluchtdebiet in de zwembadhal en de luchtvernieuwing — toevoer van verse lucht — waarborgen een goede luchtkwaliteit.

Art. 51. Het percentage van de relatieve luchtvochtigheid wordt onder 65 % gehouden. Om dat percentage te controleren, beschikt de exploitant in de zwembadhal over een vlot werkende vochtmeter die op 1,5 à 2 meter van de bodem geplaatst wordt.

Art. 52. De zwembadhal beschikt over een vlot werkende thermometer. Tijdens de openingsuren is de luchttemperatuur er minstens 2 °C hoger dan de watertemperatuur in het grootste bad.

Art. 53. Het gehalte aan chloraminen in de lucht, gemeten op 1,5 meter van de bodem, bedraagt hoogstens 0,5 mg/m³. Het wordt één keer per jaar gemeten, in de winter, op een tijdstip dat representatief is voor het zwembadbezoek en op kosten van de exploitant.

Afdeling 4. — Controle

Art. 54. Het eerste visuele onderzoek van de draagstructuren of van de inrichtingsmaterialen en de desbetreffende verbindingstukken wordt uitgevoerd minder dan 10 jaar na de inbedrijfsstelling van de inrichting en vervolgens minstens om de 5 jaar. Een bureau gespecialiseerd in de stabiliteit van bouwwerken voert dat onderzoek uit en maakt daarover een verslag op dat ingezien kan worden door de technisch ambtenaar.

Art. 55. De parameters bedoeld in de §§ 1 en 2 van artikel 31 worden hoe dan ook vóór de opening van de inrichting en twee keer tijdens de openingsuren gecontroleerd.

Art. 56. Naast de in artikel 32 bedoelde kwaliteitsnormen voldoet het badwater aan de volgende kwaliteitsnormen :

Tabel D (aanvulling van Tabel A) : CHEMISCHE PARAMETERS				
Types	Methoden	Eenheden		
			Richtwaarden	Grenswaarden
Gemeten vrij chloor	Colorimetrie (DPD,...)	mg/l		
Ondergrens			0,5	0,5
Bovengrens			1,0	1,5

Art. 57. De roosters, deurmaten of gelijksoortige voorwerpen zijn verboden op het traject dat blootsvoets gevolgd wordt.

TITEL III. — Bepalingen van toepassing op de zwembaden van type 2**HOOFDSTUK I. — Vestiging en bouw**

Art. 58. Het lokaal waar de eerste zorgen worden toegediend is vlot toegankelijk voor de externe nooddiensten zodat een vlotte en spoedige afvoer per brancard mogelijk is.

Art. 59. Er is minstens één cabine en één wc voor personen met beperkte beweeglijkheid voorhanden.

Art. 60. De kaden rondom het zwembad zijn minimum 1,5 meter breed.

Art. 61. Een vuistslagschakelaar die een algemene onderbreking van de waterstroming toelaat, wordt vlakbij de kaden aangebracht.

Art. 62. Er wordt voorzien in vlot toegankelijke tapkranen met het oog op monsternemingen :

1. vóór de filtratie en de injectie van reagens;
2. na de filtratie en vóór elke andere installatie;
3. na de filtratie en de injectie van reagens, zo dicht mogelijk bij het punt waar het water in elk bad terechtkomt.

Art. 63. Een specifieke watermeter meet voor elk bad de wateraanvoer vanaf het waterdistributiesysteem.

HOOFDSTUK II. — Exploitatie**Afdeling 1. — Werkingswijze**

Art. 64. Het zwembad wordt uitsluitend met water van het behandelingsstelsel bevoorrad, met uitzondering van het vulwater gebruikt na het ledigingsproces.

Art. 65. Het zwembadwater wordt volledig gerecycleerd in maximum 4 uur.

Afdeling 2. — Veiligheid

Art. 66. De inrichting beschikt over een eerste hulplokaal met materiaal voor zorgverlening en reanimatie.

Afdeling 3. — Controle

Art. 67. De parameters bedoeld in de §§ 1 en 2 van artikel 31 worden hoe dan ook vóór de opening van de inrichting en twee keer tijdens de openingsuren gecontroleerd.

Art. 68. De chemische, bacteriologische en fysische parameters bedoeld in de artikelen 32, 56 en 69 worden minstens twee keer per maand gecontroleerd door een laboratorium voor wateranalyse dat door het Waalse Gewest erkend is.

Art. 69. Naast de in artikel 32 bedoelde kwaliteitsnormen voldoet het badwater aan de volgende kwaliteitsnormen :

Tabel D (aanvulling van Tabel A) : CHEMISCHE PARAMETERS				
Types	Methoden	Eenheden	Grenswaarden	
			Richtwaarden	Grenswaarden
Gemeten vrij chloor	Colorimetrie (DPD,...)	Mg/l		
Ondergrens			1,0	0,8
Bovengrens			20	3,0

Vóór de opening van het seizoen laat de exploitant het zwembadwater grondig analyseren volgens de modaliteiten bedoeld in de vorige paragrafen en in artikel 32.

De exploitant geeft de toezichthoudende ambtenaar schriftelijk kennis van de openingsdatum van het seizoen. Hij stuurt hem tegelijkertijd een afschrift van de resultaten van de wateranalyse. Het zwembad wordt slechts geopend als de resultaten conform zijn.

TITEL IV. — Overgangsbepalingen

Art. 70. § 1. Voor de zwembaden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaan :

1° zijn de artikelen 4, §§ 5 en 6, 7, §§ 1 en 8, 8, 9, 11, § 1, 15, § 5 tot 7, 19, § 2, derde lid (in afwachting van het basisreddersbrevet zijn de redders houder van het hoger reddersbrevet) 24, 25, § 5, 26, §§ 1, 2, 3, 4, tweede en derde lid, 27, 28, §§ 3 tot 9, 38, 41, 47, 50, 59, 62 en 66 niet van toepassing vóór 1 januari 2005

2° zijn de artikelen 4, §§ 1 tot 4, § 7 tot 10, 5, eerste lid, 6, § 3, 7, §§ 3 tot 7, en § 9, 11, § 2, 12, § 1; 25, § 1; 26, § 4, eerste lid, 29,34, 35, 36, 39, 42, 43, 46, eerste lid, en 63 niet van toepassing.

Art. 71. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 72. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 maart 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

BIJLAGE 1

ONGEVAL IN HET ZWEMBAD

Naam van het zwembad :
Adres :
Postcode :
Gemeente/Stad :
Telefoon :
Fax :
Email :
Naam van de directeur :
Type inrichting: school - zwembad - sportcomplex met zwembad Andere :

-Lichamelijk ongeval -

Vorbehouden aan de toezichthoudende ambtenaar en aan de directeur van de inrichting

Datum :/...../.....	Uur :	Plaats :
<u>Slachtoffer</u>		
Naam:	Voornaam:	
Adres :		Tel. :/.....
Leeftijd :	Geslacht : <input type="checkbox"/> M	
Individueel :	Groep :	
Begeleider :	Naam :	Voornaam :
Soort ongeval	Type infrastructuur	
<input type="checkbox"/> <u>In het water</u> <input type="checkbox"/> Verdrinking (al dan niet gunstige afloop <input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur	<input type="checkbox"/> Trap onder het water <input type="checkbox"/> Tegels <input type="checkbox"/> Ladder/leuningregel <input type="checkbox"/> Gang of koord <input type="checkbox"/> Rooster <input type="checkbox"/> Drijvende structuur <input type="checkbox"/> Glijbaan <input type="checkbox"/> Springtoren <input type="checkbox"/> Startblok/rand <input type="checkbox"/> Andere:	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker <input type="checkbox"/> Malaise <input type="checkbox"/> Plotselinge verdrinking <input type="checkbox"/> Andere :		

<u>n het water</u> (maar in de zwembadhal)			
<input type="checkbox"/> Glijden/val op droge bodem		<input type="checkbox"/> Structuur onder de springtoren	
<input type="checkbox"/> Glijden/val op natte bodem		<input type="checkbox"/> Trap	
<input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur		<input type="checkbox"/> Tegels/metselwerk	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker		<input type="checkbox"/> Kolom	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Bank	
<input type="checkbox"/> Andere :		<input type="checkbox"/> Ladder/leuningregel	
		<input type="checkbox"/> Deuren	
		<input type="checkbox"/> Glijbaan	
		<input type="checkbox"/> Springtoren	
		<input type="checkbox"/> Startblok/rand	
		<input type="checkbox"/> Voetbad	
		<input type="checkbox"/> Andere :	
<u>Andere plaats</u>		<input type="checkbox"/> Douche	
<input type="checkbox"/> Cafeteria	<input type="checkbox"/> Wc's	<input type="checkbox"/> Ingangshal	
<input type="checkbox"/> Andere	<input type="checkbox"/> Kleedkamers	<input type="checkbox"/> Tribune	
.....			
.....			
<input type="checkbox"/> Glijden/val op droge bodem		<input type="checkbox"/> Trap	
<input type="checkbox"/> Glijden/val op natte bodem		<input type="checkbox"/> Deur	
<input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur		<input type="checkbox"/> Kast	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker		<input type="checkbox"/> Cabine	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Tegels/metselwerk	
<input type="checkbox"/> Elektrisch toestel		<input type="checkbox"/> Andere :	
verlijden door verdrinking			
<u>n letsels</u>	<input type="checkbox"/> Overlijden door een andere oorzaak	<input type="checkbox"/> Begin verdrinking	<input type="checkbox"/> Verbranding
	<input type="checkbox"/> Oogletsel	<input type="checkbox"/> Fractuur	<input type="checkbox"/> Kneuzing
	<input type="checkbox"/> Vergiftiging	<input type="checkbox"/> Prik	<input type="checkbox"/> Andere :
		<input type="checkbox"/> Huidletsel	

<u>Tussenkoms</u>	❖ Intern	<input type="checkbox"/> Pulmonaire reanimatie
		<input type="checkbox"/> Cardiopulmonale reanimatie
	❖ Van een externe dienst	<input type="checkbox"/> 100
		<input type="checkbox"/> Dienstdoende arts
		<input type="checkbox"/> Andere medische dienst
	❖ Einde	<input type="checkbox"/> Vertrek slachtoffer via 100
		<input type="checkbox"/> Vertrek slachtoffer door eigen middelen
		<input type="checkbox"/> Andere

Naam : Functie : Datum...../...../..... Ondertekening

Vorbehouden aan de directeur

Goedgekeurde of goed te keuren preventiemaatregelen

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Wijziging in de werkorganisatie | <input type="checkbox"/> Versterking van het toezicht |
| <input type="checkbox"/> Infrastructuurwijziging | <input type="checkbox"/> Herinnering aan de instructies |
| <input type="checkbox"/> Geen | <input type="checkbox"/> Andere : |

**Bijkomende nota's/opmerkingen (zie bijlage) betreffende met name de inzake
Organisatie, preventie,... te nemen maatregelen**

Naam : Datum :/...../... Ondertekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. zwembaden.

Namen, 13 maart 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Oorsprong **Luchtcirculatie**

- inblazingsgroepen circulatiebelemmering andere

 Verwarmingsinstallatie (lucht en water)

- ketelstoring nader bepalen
- wisselaar andere

C - OPSLAG VAN CHEMISCHE PRODUCTEN

Type opslag : chloor zuur

- voorziening overvloeiing personen werden onwel
- lek leidingen hanteringsfout
- lek flessen
- is er een direct contact in NaClO en HCl, met vrijmaking van Cl₂ ?
- JA NEE
- opslagkuip : lek.....
- andere.....

D - ELEKTRICITEIT

- gebrek aan voorziening
- andere :.....

Oorsprong

- voorzieningsnetwerk
- technisch gebrek in het zwembad
- nader bepalen

E - GEBOUW

- structuur loze zoldering dak
- tegels waterdichtheid ruiten andere

Oorsprong

- corrosie beweging van het gebouw vandalisme andere

BIJLAGE 3

JAARVERSLAG LICHAMELIJKE ONGEVALLLEN IN ZWEMBAD

Naam van het zwembad :
Adres :
Postcode :
Gemeente/Stad :
Telefoon :
Fax :
Email :
Naam van de directeur :
Type inrichting: school - zwembad - sportcomplex met zwembad Andere :

- Burgerlijk jaar : -

Voorbehouden aan de directeur van de inrichting

Soort ongeval		Type infrastructuur	
	<u>Aant</u> <u>al</u>		<u>Aanta</u> <u>l</u>
a) <u>in het water</u>		10) Trap onder het water	
1) verdrinking (al dan niet gunstige afloop)		11) Tegels	
2) Contact met de infrastructuur		12) Ladder/leuningregel	
3) Contact met een andere gebruiker		13) Gang of koord	
4) Malaise		14) rooster	
5) Contact met de bodem		15) Drijvende structuur	
6) Andere :		16) Glijbaan	
		17) Springtoren	
		18) Startblok/rand	
		19) Andere :	
		Totaal	

	<u>Aantal</u>		<u>Aantal</u>
b) <u>Buiten het water (in de zwembadhal)</u> 1) Glijden/val op droge bodem 2) Glijden/val op natte bodem 3) Contact met de infrastructuur 4) Contact met een andere gebruiker 5) Malaise 6) Andere :		10) Structuur onder de springtoren	
		11) Trap	
		12) Tegels/metselwerk	
		13) Kolom	
		14) Bank	
		15) Ladder/leuningregel	
		16) Deuren	
	17) Glijbaan		
	18) Springtoren		
	19) Startblok/rand		
	20) Voetbad		
	21) Andere :		
	Totaal		

<u>Andere plaatsen :</u>			
Douche			
Cafeteria			
Vestiaire			
Tribune			
Wc's			
Ingangshal			
Andere :			
Soort ongeval		Type infrastructuur (voor elke plaats invullen)	
	Aantal		Aantal
1) Glijden/val op droge bodem 2) Glijden/val op natte bodem 3) Contact met de infrastructuur 4) Contact met een andere gebruiker 5) Malaise 6) Andere :		10) Structuur onder de springtoren	
		11) Trap	
		12) Tegels/metselwerk	
		13) Kolom	
		14) Bank	
		15) Ladder/leuningregel	
		16) Deuren	
	17) Glijbaan		
	18) Sprintoren		
	19) Startblok/rand		
	20) Voetbad		
	21) Andere :		
		Total	

<i>Soort letsel</i>	
	Aantal
<input type="checkbox"/> Overlijden door verdrinking	
<input type="checkbox"/> Overlijden door een andere oorzaak	
<input type="checkbox"/> Oogletsel	
<input type="checkbox"/> Vergiftiging	
<input type="checkbox"/> Begin verdrinking	
<input type="checkbox"/> Fractuur	
<input type="checkbox"/> Prik	
<input type="checkbox"/> Huidletsel	
<input type="checkbox"/> Verbranding	
<input type="checkbox"/> Kneuzing	
<input type="checkbox"/> Andere :	

<u>Goedgekeurde of goed te keuren preventiemaatregelen</u>	
	Goedgekeurde maatregelen
<input type="checkbox"/> Wijziging in de werkorganisatie	
<input type="checkbox"/> Infrastructuurwijziging	
<input type="checkbox"/> Geen	
<input type="checkbox"/> Versterking van het toezicht	
<input type="checkbox"/> Herinnering aan de instructies	
<input type="checkbox"/> Andere :	

**Bijkomende nota's/opmerkingen (zie bijlage) betreffende met name de inzake
Organisatie, preventie,... te nemen maatregelen**

Naam :

Datum :/...../....

Ondertekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. zwembaden.

Namen, 13 maart 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET